CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

avis 68.965/2
du 23 avril 2021

sur

un avant-projet de loi 'visant à assurer la transposition de la Directive 2019/878 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2019, de la Directive 2019/2034 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 et portant dispositions diverses'

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

advies 68.965/2
van 23 april 2021

over

een voorontwerp van wet 'tot omzetting van Richtlijn 2019/878 van het Europees Parlement en de Raad van 20 mei 2019, van Richtlijn 2019/2034 van het Europees Parlement en de Raad van 27 november 2019 en houdende diverse bepalingen'

‡LW-BAFVIEBEE-GIJGFUQ‡

Le 4 mars 2021, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances, chargé de la Coordination de la lutte contre la fraude à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un avant-projet de loi 'visant à assurer la transposition de la Directive 2019/878 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2019, de la Directive 2019/2034 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 et portant dispositions diverses'.

L'avant-projet a été examiné par la deuxième chambre le 23 avril 2021. La chambre était composée de Pierre VANDERNOOT, président de chambre, Patrick RONVAUX et Christine HOREVOETS, conseillers d'État, Jacques ENGLEBERT et Marianne DONY, assesseurs, et Béatrice DRAPIER, greffier.

Henri CULOT, appelé en qualité d'expert sur la base de l'article 82 des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, a également présenté un rapport.

Le rapport a été présenté par Pauline LAGASSE, auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Pierre VANDERNOOT.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 23 avril 2021.

*

Op 4 maart 2021 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Vice-eersteminister en Minister van Financiën, belast met de Coördinatie van de fraudebestrijding verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een voorontwerp van wet 'tot omzetting van Richtlijn 2019/878 van het Europees Parlement en de Raad van 20 mei 2019, van Richtlijn 2019/2034 van het Europees Parlement en de Raad van 27 november 2019 en houdende diverse bepalingen'.

Het voorontwerp is door de tweede kamer onderzocht op 23 april 2021. De kamer was samengesteld uit Pierre VANDERNOOT, kamervoorzitter, Patrick RONVAUX en Christine HOREVOETS, staatsraden, Jacques ENGLEBERT en Marianne DONY, assessoren, en Béatrice DRAPIER, griffier.

Henri CULOT, die als expert opgeroepen is op grond van artikel 82 van de wetten 'op de Raad van State', gecoördineerd op 12 januari 1973, heeft eveneens verslag uitgebracht.

Het verslag is uitgebracht door Pauline LAGASSE, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre VANDERNOOT.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 23 april 2021.

*

‡LW-BAFVIEBEE-GIJGFUQ‡

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 2°, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique de l'avant-projet ‡, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, l'avant-projet appelle les observations suivantes.

RECEVABILITÉ

Article 17

Article 1er en projet de la loi du 25 avril 2014 'relative au statut et au contrôle des établissements de crédit et des sociétés de bourse'

Le paragraphe 3, alinéa 3, en projet de l'article 1er de la loi du 25 avril 2014 'relative au statut et au contrôle des établissements de crédit et des sociétés de bourse' prévoit que

> « […] les services de réception de fonds remboursables et d'octroi de crédits offerts ou fournis exclusivement aux ressortissants américains affectés aux bases militaires, ou leurs services de support, du Grand Quartier général des puissances alliées en Europe (Shape) présentes sur le territoire belge dans le cadre de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) ou à la représentation du gouvernement des États-Unis sur le territoire belge ainsi qu'à de telles personnes retraitées, sont considérés comme n'étant pas offerts ou fournis en Belgique ».

Une disposition similaire (l'article 1er, § 3, alinéa 2, en projet de la loi du 25 avril 2014) figurait à l'article 136 de l'avant-projet de loi 'portant des dispositions financières diverses'.

Dans son avis n° 68.577/2 donné le 9 février 2021 sur cet avant-projet, la section de législation a relevé ce qui suit au sujet de cette disposition :

> « S'il est exact que la directive n° 2013/36/UE, qui est fondée sur l'article 53 du TFUE relatif à la liberté d'établissement et à la libre prestation des services, ne peut par définition s'appliquer qu'aux établissements de crédit relevant d'un État membre de l'Union européenne et non d'un État tiers, il n'en demeure pas moins que celle-ci comporte un titre spécifiquement consacré aux relations avec les pays tiers.
>
> Dans ce contexte, l'article 47, paragraphe 1, de la directive dispose que,
>
> '[p]our le démarrage de l'activité et la continuation de son exercice, les États membres n'appliquent pas aux succursales d'établissements de crédit ayant leur administration centrale dans un pays tiers des dispositions conduisant à un traitement plus favorable que celui appliqué aux succursales de l'établissement de crédit ayant leur administration centrale dans l'Union'.
>
> Le paragraphe 1*bis*, introduit par la directive (UE) n° 2019/878 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2019 'modifiant la directive 2013/36/UE en ce qui concerne les entités exemptées, les compagnies financières holding, les compagnies

‡ S'agissant d'un avant-projet de loi, on entend par « fondement juridique » la conformité aux normes supérieures.

‡LW-BAFVIEBEE-GIJGFUQ‡

financières holding mixtes, la rémunération, les mesures et pouvoirs de surveillance et les mesures de conservation des fonds propres', ajoute que tout État membre doit exiger des succursales des établissements de crédit ayant leur administration centrale dans un pays tiers qu'elles communiquent au moins une fois par an un certain nombre d'informations. La circonstance que la clientèle de ces succursales serait exclusivement de nationalité étrangère n'élude pas l'applicabilité de cette disposition à leur égard.

L'article 136 sera revu à la lumière de la présente observation ».

Au vu du tableau reprenant la version coordonnée des lois qui sont modifiées par l'avant-projet, il semble que l'auteur de ce dernier part du principe que l'article 136 de l'avant-projet de loi 'portant des dispositions financières diverses' aurait déjà été adopté, ce qui n'est pas le cas [1].

Lorsque la section de législation a donné un avis, elle a épuisé la compétence que lui confère la loi et il ne lui appartient dès lors pas de se prononcer à nouveau sur les dispositions déjà examinées, qu'elles aient été revues pour tenir compte des observations formulées dans le premier avis ou qu'elles demeurent inchangées. Il en va différemment lorsqu'il est envisagé d'insérer dans le texte des dispositions entièrement nouvelles, sur le contenu desquelles la section de législation n'a pu se prononcer lors de l'examen initial du dossier : en pareil cas, une nouvelle consultation de la section de législation est requise, l'avis portant alors uniquement sur les dispositions nouvelles. Il en va aussi différemment quand interviennent, après le premier avis, des éléments juridiques nouveaux, de nature à justifier un nouvel examen du texte par la section de législation : en pareille hypothèse, le nouvel examen du texte a pour objet l'incidence de ces éléments juridiques nouveaux sur le texte en cause. Tel n'est pas le cas en l'espèce.

La demande d'avis est par conséquent irrecevable en ce qu'elle concerne l'article 1er, § 3, alinéa 3, en projet de la loi du 25 avril 2014.

FORMALITÉS PRÉALABLES

L'article 36, paragraphe 4, du règlement (UE) n° 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 'relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE' (règlement général sur la protection des données) (ci-après : « le RGPD »), combiné avec son article 57, paragraphe 1, c), et le considérant 96 de son préambule, prévoit une obligation de consulter l'autorité de contrôle, en l'occurrence l'Autorité de protection des données visée dans la loi du 3 décembre 2017 'portant création de l'Autorité de protection des données', dans le cadre de l'élaboration d'une proposition de mesure législative devant être adoptée par un parlement national, ou d'une mesure réglementaire fondée sur une telle mesure législative, qui se rapporte au traitement.

[1] Le projet de loi issu de cet avant-projet porte la référence suivante : *Doc. parl.*, Chambre, 2020-2021, n° 55-1887/001.

‡LW-BAFVIEBEE-GIJGFUQ‡

En l'espèce, dès lors que l'article 36/15, § 4, en projet de la loi du 22 février 1998 'fixant le statut organique de la Banque nationale de Belgique' (article 7 de l'avant-projet) envisage l'hypothèse d'un traitement de données à caractère personnel entrant dans le champ d'application du RGPD, il y a lieu de soumettre cette disposition à l'Autorité de protection des données.

Si le texte en question devait être modifié en substance après l'accomplissement de cette formalité sur des points autres que ceux résultant également du présent avis, il reviendrait à l'auteur de l'avant-projet d'à nouveau en saisir la section de législation.

OBSERVATIONS GÉNÉRALES

1. Plusieurs des dispositions de l'avant-projet font référence à des articles de différentes directives.

Dès lors que lesdites directives ont dû être transposées en droit interne, il est préférable de renvoyer aux articles des lois belges qui assurent cette transposition plutôt qu'aux articles des directives concernées.

Cette observation concerne notamment les articles 242, 10°, f), en projet de la loi du 25 avril 2014 'relative au statut et au contrôle des établissements de crédit et des sociétés de bourse' (article 167 de l'avant-projet) ou 451 en projet de la même loi (article 247 de l'avant-projet).

2. Le dossier soumis à la section de législation contient des tableaux de concordance entre le texte des directives (UE) n° 2019/879 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2019 'modifiant la directive 2014/59/UE en ce qui concerne la capacité d'absorption des pertes et de recapitalisation des établissements de crédit et des entreprises d'investissement et la directive 98/26/CE', n° 2019/878 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2019 'modifiant la directive 2013/36/UE en ce qui concerne les entités exemptées, les compagnies financières holding, les compagnies financières holding mixtes, la rémunération, les mesures et pouvoirs de surveillance et les mesures de conservation des fonds propres' et n° 2019/2177 du Parlement européen et du Conseil du 18 décembre 2019 'modifiant la directive 2009/138/CE sur l'accès aux activités de l'assurance et de la réassurance et leur exercice (solvabilité II), la directive 2014/65/UE concernant les marchés d'instruments financiers et la directive (UE) 2015/849 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux ou du financement du terrorisme', d'une part, et, d'autre part, le texte de l'avant-projet de loi. Le dossier contient également un tableau de concordance entre le texte de l'avant-projet et le texte de la directive n° 2019/2177.

En ce qui concerne la transposition des directives n^{os} 2019/879 et 2019/878, si ces tableaux s'avèrent très utiles, ils ne sont toutefois pas suffisants. L'exposé des motifs doit être complété par la présentation de tableaux établissant une correspondance en sens inverse afin que le Parlement puisse se prononcer en parfaite connaissance de cause sur le choix des moyens mis en œuvre par l'auteur de l'avant-projet pour assurer la transposition de la directive concernée et

‡LW-BAFVIEBEE-GIJGFUQ‡

afin d'éviter que l'exercice du droit d'amendement prévu par l'article 76 de la Constitution excède les limites du pouvoir d'appréciation que le droit européen reconnaît aux États membres [2].

3. Il convient de corriger le tableau de transposition de la directive (UE) n° 2019/879 comme suit :

a) L'article 36, paragraphes 5, 12 et 13, de la directive n° 2014/59/UE, tel qu'il a été modifié par l'article 1er, paragraphe 13), c), de la directive (UE) n° 2019/879, n'est pas transposé par l'article 258 de la loi du 25 avril 2014. Ce dernier article n'est d'ailleurs pas modifié par l'avant-projet. Il convient de corriger cette erreur et de veiller à la correcte transposition de l'article 36, paragraphes 5, 12, et 13, de la directive n° 2014/59/UE du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 'établissant un cadre pour le redressement et la résolution des établissements de crédit et des entreprises d'investissement et modifiant la directive 82/891/CEE du Conseil ainsi que les directives du Parlement européen et du Conseil 2001/24/CE, 2002/47/CE, 2004/25/CE, 2005/56/CE, 2007/36/CE, 2011/35/UE, 2012/30/UE et 2013/36/UE et les règlements du Parlement européen et du Conseil (UE) n° 1093/2010 et (UE) n° 648/2012'.

b) L'article 59, paragraphe 3, de la directive n° 2014/59/UE, tel qu'il a été modifié par l'article 1er, paragraphe 23), e), de la directive (UE) n° 2019/879, est transposé par l'article 250, § 4, en projet de la loi du 25 avril 2014 et non par l'article 250, § 2, en projet de cette même loi.

c) Il faut préciser que c'est l'article 61, paragraphe 3, « alinéa 2 », de la directive n° 2014/59/UE, tel qu'il a été modifié par l'article 1er, paragraphe 25), de la directive (UE) n° 2019/879, qui est transposé par l'article 457, § 4. Seul ce dernier alinéa constitue en effet une nouvelle disposition en vertu de l'article 1er, paragraphe 25), de la directive (UE) n° 2019/879.

d) L'article 69, paragraphe 4, de la directive n° 2014/59/UE, tel que modifié par l'article 1er, paragraphe 30), a), de la directive (UE) n° 2019/879, est uniquement transposé par l'article 280, § 2, en projet de la loi du 25 avril 2014 et non pas par le nouvel article 280, § 3, qui transpose l'article 70, paragraphe 2, de la directive n° 2014/59/UE.

4. Il convient de corriger le tableau de transposition de la directive (UE) n° 2019/878 comme suit :

a) Il convient d'indiquer que l'article 21*bis*, paragraphe 5, de la directive n° 2013/36/UE du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013 'concernant l'accès à l'activité des établissements de crédit et la surveillance prudentielle des établissements de crédit et des entreprises d'investissement, modifiant la directive 2002/87/CE et abrogeant les directives 2006/48/CE et 2006/49/CE', tel qu'il a été modifié par l'article 1er, paragraphe 9), de la directive (UE) n° 2019/878, est aussi transposé par l'article 212/10 de la loi du 25 avril 2014.

[2] *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandations nos 191 à 193.

‡LW-BAFVIEBEE-GIJGFUQ‡

b) Les alinéas 3 et 4 de l'article 104*bis*, paragraphe 2, de la directive n° 2013/36/UE, tels qu'ils ont été modifiés par l'article 1er, paragraphe 33), de la directive (UE) n° 2019/878, sont transposés respectivement par les articles 150/1, § 2, 2° *in fine*, et 150/1, § 1er, alinéa 2, de la loi du 25 avril 2014 et non par l'article 150/2 de cette loi.

c) Les alinéas 2 à 4 de l'article 104*bis*, paragraphe 4, de la directive n° 2013/36/UE, tels qu'ils ont été modifiés par l'article 1er, paragraphe 33), de la directive (UE) n° 2019/878, sont transposés respectivement par les articles 150/3, § 2, 150/3, § 3, et 150/3, § 4, de la loi du 25 avril 2014.

d) Il n'y a pas d'alinéa 5 dans l'article 104*bis*, paragraphe 4, de la directive n° 2013/36/UE, tel qu'il a été modifié par l'article 1er, paragraphe 33), de la directive (UE) n° 2019/878.

e) Il convient d'indiquer que l'article 111, § 1er, alinéa 3, de la directive n° 2013/36/UE, tel qu'il a été modifié par l'article 1er, paragraphe 37), de la directive (UE) n° 2019/878, est aussi transposé par l'article 171, § 1er, 4°, de la loi du 25 avril 2014.

f) L'article 131, paragraphe 5, de la directive n° 2013/36/UE, tel qu'il a été modifié par l'article 1er, paragraphe 47), d), de la directive (UE) n° 2019/878, est transposé par l'article 14, § 2, de l'annexe IV de la loi du 25 avril 2014 et non par l'article 13, § 2, de cette annexe.

g) Il convient d'indiquer que l'article 133, paragraphe 10, alinéa 1er, de la directive n° 2013/36/UE, tel qu'il a été modifié par l'article 1er, paragraphe 49), de la directive (UE) n° 2019/878, est aussi transposé par l'article 17, § 1er, de l'annexe IV de la loi du 25 avril 2014.

h) L'article 159*bis* de la directive n° 2013/36/UE, tel qu'il a été modifié par l'article 1er, paragraphe 56), de la directive (UE) n° 2019/878, est transposé par l'article 313 de l'avant-projet et non par son article 305.

i) Dès lors que, comme le confirme la déléguée du Ministre, la transposition de l'article 21*ter*, paragraphe 8, de la directive n° 2013/36/UE, tel qu'il a été modifié par l'article 1er, paragraphe 9), de la directive (UE) n° 2019/878, est assurée par l'article 314 de l'avant-projet, il convient d'adapter le tableau de concordance en ce sens.

5. L'auteur de l'avant-projet est invité à se demander s'il ne faut pas, par souci de cohérence, adapter les articles 423, 2°/1, 2°/2, 10° et 11°, 424, 1°/1 et 5°, 483, 2°, et 484, § 1er et § 2, 1°, de la loi du 25 avril 2014 pour tenir compte de l'anticipation de la transposition de la directive (UE) n° 2019/2034 en ce qui concerne le contrôle des actuelles sociétés de bourse.

‡LW-BAFVIEBEE-GIJGFUQ‡

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

INTITULÉ

Dès lors que l'avant-projet porte également sur la transposition de la directive (UE) n° 2019/879 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2019 'modifiant la directive 2014/59/UE en ce qui concerne la capacité d'absorption des pertes et de recapitalisation des établissements de crédit et des entreprises d'investissement et la directive 98/26/CE' (dite directive « BRR2 ») et de la directive (UE) n° 2019/2177 du Parlement européen et du Conseil du 18 décembre 2019 'modifiant la directive 2009/138/CE sur l'accès aux activités de l'assurance et de la réassurance et leur exercice (Solvabilité II), la directive 2014/65/UE concernant le marché d'instruments financiers et la directive (UE) 2015/849 relatives à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux ou du financement du terrorisme', il convient également de viser celles-ci au sein de son intitulé.

Article 2

Ainsi que le confirme l'alinéa 2 de l'exposé des motifs et l'intitulé de l'avant-projet, celui-ci transpose partiellement la directive (UE) n° 2019/2034 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 'concernant la surveillance prudentielle des entreprises d'investissement et modifiant les directives 2002/87/CE, 2009/65/CE, 2011/61/UE, 2013/36/UE, 2014/59/UE et 2014/65/UE'.

L'article 2 sera complété en ce sens.

Article 7
Article 36/15 en projet de la loi du 22 février 1998 'fixant le statut organique de la Banque nationale de Belgique'

Le paragraphe 4 de l'article 36/15 en projet doit être complété par les signes et mots « (règlement général sur la protection des données) » afin de reproduire de manière correcte l'intitulé du RGPD.

Article 18
Article 3, 33/°1, en projet de la loi du 25 avril 2014

Pour plus de clarté et pour corriger la référence à la disposition à laquelle cet article renvoie, les mots « pour autant que l'une des conditions de l'article 1er, § 3, alinéa 1er, b) ne soit pas remplie » seront remplacés par les mots « pour autant qu'aucune des conditions de l'article 1er, § 3, alinéa 1er, 2°, b), ne soit remplie ».

‡LW-BAFVIEBEE-GIJGFUQ‡

Article 3, 83°, de la loi du 25 avril 2014

Au vu de la version actuellement en vigueur de l'article 3, 83°, de la loi du 25 avril 2014, les différentes références à la société de bourse qui figurent dans ce 83° doivent être supprimées.

Article 22

Article 14/1 en projet de la loi du 25 avril 2014

La section de législation n'aperçoit pas la raison pour laquelle l'article 14/1, alinéa 2, en projet de la loi du 25 avril 2014 ne vise pas également l'article 9 de la loi du 25 avril 2014 dès lors que cette disposition concerne également la demande d'agrément et que l'actuel article 493 de la loi du 25 avril 2014 indique que l'article 9 de cette même loi s'applique aux sociétés de bourse.

Le dispositif sera réexaminé et, le cas échéant, complété sur ce point.

Article 25

Article 31, § 2, alinéa 1er, 1°, en projet de la loi du 25 avril 2014

Contrairement à ce qu'indique la version coordonnée de l'article 31, § 2, alinéa 1er, 1°, en projet de la loi du 25 avril 2014, le texte à ajouter doit figurer à l'alinéa 2 et non à l'alinéa 1er du 1°.

Article 30

Article 59 en projet de la loi du 25 avril 2014

1. À l'article 59, § 2, alinéa 1er, en projet, l'auteur de l'avant-projet est invité à se demander s'il ne faudrait pas, pour instaurer un parallélisme avec le paragraphe 1er, faire référence également, pour les établissements de crédit au sens de l'article 1er, § 3, alinéa 1er, 2°, aux dispositions d'organisations spécifiques visées aux articles 65, § 3, alinéa 2, 65/1 et 74/1.

2. À l'article 59, § 2, alinéa 2, en projet, la référence aux « lignes directrices établies par l'autorité de contrôle » est déconseillée.

Cette formule laisse en effet à penser qu'il ne s'agirait que de conseils de la part de l'autorité de contrôle. Or, il résulte de l'ensemble du dispositif que l'intention de l'auteur de l'avant-projet est que le contenu du « résumé concis » devant être remis soit fixé par l'autorité de contrôle.

Le dispositif sera revu au regard de cette observation.

‡LW-BAFVIEBEE-GIJGFUQ‡

Article 34

Intitulé de la section VI du livre II, titre II, chapitre III en projet de la loi du 25 avril 2014

Le nouvel agencement des sections VI et VI/1, ainsi que l'intitulé de la section VI, lus en combinaison avec l'article 74/3 en projet, pourraient conduire à l'interprétation selon laquelle l'article 74 de la loi du 25 avril 2014 ne serait pas applicable aux établissements de crédit visés à l'article 1er, § 3, alinéa 1er, 2°. Une telle interprétation serait problématique au regard du respect des articles 10 et 11 de la Constitution.

L'auteur de l'avant-projet est invité à revoir l'agencement du texte de manière à faire apparaître clairement que l'article 74 de la loi du 25 avril 2014 s'applique tant aux établissements de crédit visés à l'article 1er, § 3, alinéa 1er, 1°, en projet de la même loi qu'à ceux visés au 2° de cette disposition.

À cet égard, une possibilité serait de rendre la section VI applicable à tous les établissements de crédit, ce qui rendrait par ailleurs l'article 74/3 superflu.

Article 52

Article 98/1 en projet de la loi du 25 avril 2014

Eu égard à la nouvelle manière de déterminer l'exigence globale de coussin de fonds propres de base de catégorie 1, l'auteur de l'avant-projet est invité à se demander s'il ne faudrait pas adapter ou compléter la référence à la notion de fonds propres de base de catégorie 1 et la référence à l'article 96, qui figurent à l'article 99, alinéa 1er, de la loi du 25 avril 2014.

Article 57

Article 102/3 en projet de la loi du 25 avril 2014

À l'alinéa 2, la référence à l'article 1er de l'annexe V doit être remplacée par une référence à l'article 1/1 de cette annexe, inséré par l'article 294 de l'avant-projet.

Article 76

Article 150 en projet de la loi du 25 avril 2014

Au paragraphe 1er de l'article 150 en projet, il n'apparaît pas que l'article 104*bis*, paragraphe 1, alinéa 1er, b), de la directive n° 2013/36/UE, inséré par l'article 1er, paragraphe 33, de la directive (UE) n° 2019/879, soit transposé.

L'avant-projet et le tableau de transposition seront complétés en conséquence.

‡LW-BAFVIEBEE-GIJGFUQ‡

Article 77

Article 150/1 en projet de la loi du 25 avril 2014

Au paragraphe 1er, alinéa 1er, *in limine*, il faut faire référence à l'article 150, § 1er, 1°, et non à l'article 150, 1°, de la loi du 25 avril 2014.

Article 86

Article 164 en projet de la loi du 25 avril 2014

Au paragraphe 3, 7° en projet, l'intitulé de la loi du 3 août 2012 est désormais le suivant :

« Loi relative aux organismes de placement collectif qui répondent aux conditions de la Directive 2009/65/CE et aux organismes de placement en créances ».

L'ancien intitulé sera remplacé dans les deux versions linguistiques de l'avant-projet.

Article 120

Article 210 en projet de la loi du 25 avril 2014

1. Dans la phrase introductive du paragraphe 1er, les mots « Code des sociétés » seront remplacés par les mots « Code des sociétés et des associations ».

2. L'auteur de l'avant-projet est invité à se demander si, au paragraphe 1er, 2°, il ne faut pas remplacer les mots « selon le cas, aux articles 222 et 578 de la présente loi, dans la mesure où ce dernier rend l'article 222 applicable aux sociétés de bourse » par les mots « à l'article 222 ».

Articles 122, 123, 126, 129 et 131

Sous-section II/1 du livre II, titre III, chapitre IV, section IV, de la loi du 25 avril 2014 et subdivisions II/1.1, II.1/2, II/1.3 et II/1.4 de cette sous-section II/1

Les articles 122, 123, 126, 129 et 131 de l'avant-projet ont pour objet respectif d'insérer dans le livre II, titre III, chapitre IV, section IV, de la loi du 25 avril 2014 une nouvelle sous-section II/1 et de subdiviser celle-ci en quatre sous-structures, « II/1.1 », « II/1.2 », « II/1.3 » et « II/1.4 ».

La question se pose de savoir si la création de ces quatre subdivisions au sein de la sous-section nouvellement créée présente une réelle plus-value et est, partant, indispensable. En effet, un tel mode de procéder présente l'inconvénient d'alourdir la structure de l'ensemble du texte et, du même coup, de nuire à sa lisibilité globale.

‡LW-BAFVIEBEE-GIJGFUQ‡

À supposer que l'auteur de l'avant-projet entende néanmoins maintenir lesdites subdivisions, il serait alors préférable de remplacer les quatre subdivisions envisagées par des subdivisions « A. », « B. », « C. » et « D. ». En effet, l'utilisation de ce procédé correspond mieux à l'objectif poursuivi par l'auteur de l'avant-projet, qui est de faire d'emblée ressortir, de la manière la plus claire et distincte possible, l'objet précis des nouveaux articles 212/1 à 212/7 qui sont insérés dans la loi précitée du 25 avril 2014 par les articles 124, 125, 127, 128, 130, 132 et 133 de l'avant-projet. Les phrases introductives de ces dernières dispositions seront revues en conséquence.

Article 125

Article 212/2 en *projet de la loi du 25 avril 2014*

Au paragraphe 1er, 3°, les mots « soit une compagnie financière ou une compagnie financière mixte approuvée en application de l'article 212/1 ou conformément à l'article 21*bis* de la Directive 2013/36/UE » ne figurent pas dans l'article 21*bis*, § 4, alinéa 1er, c), de la directive n° 2013/36/UE, tel qu'il a été inséré par l'article 1er, paragraphe 9), de la directive (UE) n° 2019/879.

Interrogée à ce sujet, la déléguée du Ministre a précisé ce qui suit :

« Le commentaire de l'article 212/2 en projet explique pourquoi il est nécessaire de tenir compte de la situation de groupes comprenant plusieurs compagnies financières en cascade :

'Étant donné l'absence de rôle actif dans la conduite du groupe, la compagnie financière n'est pas responsable du respect par les entités du groupe des obligations sur base consolidée (voy. le commentaire de l'article 205). C'est pourquoi la Directive 2013/36/UE requiert qu'un établissement de crédit filiale exerce cette responsabilité de façon permanente, et dispose des moyens nécessaires à cette fin.

Toutefois, dans des groupes comptant plusieurs compagnies financières ou compagnies financières mixtes en chaîne, un tel rôle devrait aussi être susceptible d'être exercé par une compagnie financière ou une compagnie financière mixte intermédiaire exerçant dans les faits un rôle actif pour les entités opérationnelles du groupe bien qu'elle ne soit pas l'entité faîtière dans un État membre. Dans un tel groupe, il serait particulièrement peu efficace de devoir réserver ce rôle à un établissement de crédit filiale ultime des différentes compagnies financières et compagnies financières mixtes concernées. C'est pourquoi, le projet de loi précise qu'un établissement de crédit filiale ou une compagnie financière ou une compagnie financière mixte faisant partie du groupe, de droit belge ou de droit d'un autre État membre, doit être désigné comme responsable du respect par le groupe des exigences prudentielles sur base consolidée'.

On note d'une part que la Directive elle-même (art. 21bis, paragraphe 6, alinéa 2, point d) prévoit la possibilité de désigner une compagnie financière (mixte) de façon temporaire (en cas de manquement dans le chef de la compagnie financière (mixte) approuvée), ce qui implique qu'elle tient compte de groupes comptant plusieurs compagnies financières. D'autre part, ainsi qu'il est également mentionné dans le commentaire, le droit belge – au contraire du droit européen - reconnaît, formellement depuis plusieurs années, le rôle actif des compagnies financière (mixtes), de sorte que celles-ci sont davantage assimilées, dans les faits, à des entités réglementées pour la

‡LW-BAFVIEBEE-GIJGFUQ‡

direction de groupes financiers, et ce même dans le cas où il s'agit de compagnie financière (mixtes) intermédiaires.

On note enfin que la BCE précise, dans son manuel pour l'approbation des compagnies financières (mixtes), que le droit national prévaut dans cette matière et qu'il existe des situations dans lesquelles les autorités compétentes ont, sur base de la législation nationale en vigueur, désigné des compagnies financières (mixtes) intermédiaires comme responsable (de façon permanente) du respect par le groupe des obligations légales et réglementaires sur base consolidée.

La transposition telle que proposée, qui s'inscrit dans le régime belge existant, fait sens et sa conformité au droit européen ne s'avère pas contestable ».

La conformité de la transposition de la directive sur ce point reste cependant discutable dès lors que son texte clair, qui ne cite que la filiale d'établissement de crédit comme entité pouvant être « désignée comme étant responsable du respect par le groupe des exigences prudentielles sur base consolidée », est outrepassé en se fondant soit sur des pratiques nationales, soit sur des normes européennes de rang inférieur. Le texte de la directive prévaut sur les unes et sur les autres.

Article 133

Article 212/7 en projet de la loi du 25 avril 2014

L'article 21*bis*, paragraphe 6, alinéa 2, g), de la directive n° 2013/36/UE, inséré par l'article 1er, paragraphe 9), de la directive (UE) n° 2019/878, n'est pas transposé.

Interrogée à ce sujet, la déléguée du Ministre propose d'ajouter la disposition suivante afin de remédier à cette lacune, au sein du paragraphe 1er, alinéa 2 :

« 7° exiger des compagnies financières ou des compagnies financières mixtes qu'elles présentent un plan de remise en conformité sans tarder ».

Le dispositif sera complété en ce sens.

Article 135

Article 212/8 en projet de la loi du 25 avril 2014

Au paragraphe 2, alinéa 4, les mots « au paragraphe 1er, alinéa 2 » seront remplacés par les mots « à l'alinéa 1er ».

Article 139

Article 212/11 en projet de la loi du 25 avril 2014

À l'alinéa 2, le renvoi à l'article 212/10 de la loi du 25 avril 2014 ne paraît pas correct.

‡LW-BAFVIEBEE-GIJGFUQ‡

L'auteur de l'avant-projet vérifiera s'il ne faudrait pas en réalité renvoyer à l'article 212/9 de cette loi.

Article 153

Dans la version française, le sous-titre « Modification des articles 113 et 129 » doit être corrigé en remplaçant le nombre « 129 » par le nombre « 229 ».

Article 167

Article 242 en projet de la loi du 25 avril 2014

1. La modification apportée par l'article 167, 1°, de l'avant-projet tend à étendre le champ d'application des définitions figurant à l'article 242 de la loi du 25 avril 2014, actuellement applicables au titre VIII du livre II de cette loi, au titre IV du livre II et au livre XI de ladite loi.

L'article 242, d'un point de vue formel, est cependant localisé au sein du titre VIII du livre II de la loi du 25 avril 2014.

Dans un souci de sécurité juridique, il serait préférable que le titre IV du livre II et le livre XI de la loi du 25 avril 2014 renvoient à l'article 242 de la loi afin que l'application de ces définitions apparaisse clairement lors de la lecture des seuls titre IV du livre II et livre XI de la même loi.

2. Dans la version française de la phrase liminaire en projet de l'article 242, les mots « aussi bien » seront remplacés par les mots « ainsi que ».

Article 168

Article 244 en projet de la loi du 25 avril 2014

Contrairement à ce qu'indique le tableau de transposition, l'article 63, paragraphe 1, alinéa 3, de la directive n° 2013/36/UE, tel qu'il a été inséré par l'article 1er, paragraphe 15), de la directive (UE) n° 2019/878, n'est pas transposé par l'article 244 en projet de la loi du 25 avril 2014.

De l'accord de la déléguée du Ministre, il convient d'adapter le tableau de transposition en précisant que cette disposition est transposée par l'article 224 de la loi du 25 avril 2014.

‡LW-BAFVIEBEE-GIJGFUQ‡

Article 176
Article 250 en projet de la loi du 25 avril 2014

L'article 250, § 3, en projet de la loi du 25 avril 2014 fait référence à l'article 27, paragraphe 7, points a) et b), du règlement (UE) n° 806/2014 [3].

Cette disposition tend à transposer l'article 59, paragraphe 1*ter*, de la directive n° 2014/59/UE, tel qu'il a été modifié par l'article 1er, § 23), c), de la directive (UE) n° 2019/879. Or, cette disposition ne renvoie pas à l'article 27, paragraphe 7, a) et b), du règlement (UE) n° 806/2014 et l'on constate que le *littera* b) ne recoupe pas l'article 37, paragraphe 10, de la directive n° 2014/59/UE.

Interrogée à ce sujet, la déléguée du Ministre a admis que la référence au seuil visé à l'article 27, paragraphe 7, b), du règlement (UE) n° 806/2014 ne semble pas pertinente et devra être supprimée.

Le dispositif sera corrigé en ce sens.

Article 178
Article 252 en projet de la loi du 25 avril 2014

L'article 252, 3°, en projet de la loi du 25 avril 2014 tend à transposer l'article 60, paragraphe 1, d), de la directive n° 2014/59/UE, tel qu'il a été modifié par l'article 1er, paragraphe 24), b), de la directive (UE) n° 2019/879/UE, qui prévoit que

> « d) le montant principal des engagements éligibles visés à l'article 59, paragraphe 1*bis*, est déprécié ou converti en instruments de fonds propres de base de catégorie 1, *ou les deux*, dans la mesure requise pour atteindre les objectifs de la résolution énoncés à l'article 31 ou dans la mesure de la capacité des engagements éligibles pertinents, *le montant à retenir étant le plus faible des deux* » (italiques ajoutés).

Les passages reproduits en italiques ci-dessus ne sont pas transposés par l'article 252 en projet de la loi du 25 avril 2014.

Interrogée à ce sujet, la déléguée du Ministre a précisé ce qui suit :

> « Les passages soulignés étant des truismes, les auteurs du projet n'ont pas jugé utile de les reprendre. La conjonction 'ou' étant en effet par défaut inclusive, il n'a pas semblé utile de reprendre les termes 'ou les deux' ni de préciser 'et/ou'. De même, il est évident que la dépréciation/conversion des engagements éligibles doit avoir lieu dans la mesure requise pour atteindre les objectifs de la résolution ou dans la mesure de la capacité des engagements éligibles pertinents si cette dernière ne permet pas d'atteindre les objectifs ».

[3] Règlement n° 806/2014/UE du Parlement européen et du Conseil du 15 juillet 2014 'établissant des règles et une procédure uniformes pour la résolution des établissements de crédit et de certaines entreprises d'investissement dans le cadre d'un mécanisme de résolution unique et d'un Fonds de résolution bancaire unique, et modifiant le règlement n° 1093/2010/UE'.

‡LW-BAFVIEBEE-GIJGFUQ‡

La disposition nationale pourra certes être interprétée de manière conforme à la directive mais le dispositif serait plus clair s'il reproduisait intégralement les termes de la directive.

Article 195

Article 267/5/8 en projet de la loi du 25 avril 2014

1. L'article 195 tend à transposer l'article 45*duodecies* de la directive n° 2014/59/UE, tel qu'il a été inséré par l'article 1er, paragraphe 17), de la directive (UE) n° 2019/879, qui se réfère aux articles 17 et 18 de la même directive. Selon le tableau de transposition remis à la section de législation, la transposition de ces deux dernières dispositions est assurée par les articles 231 et 232 et 449 et 450.

Il conviendra dès lors de vérifier que le renvoi à l'article 451 est pertinent.

2. L'article 45*duodecies* de la directive n° 2014/59/UE prévoit notamment ce qui suit :

> « 1. Les autorités concernées remédient à tout non-respect de l'exigence minimale de fonds propres et d'engagements éligibles visée à l'article 45*sexies* ou à l'article 45*septies* en s'appuyant sur l'un des moyens suivants au moins :
>
> a) les pouvoirs de réduire ou de supprimer les obstacles à la résolvabilité conformément aux articles 17 et 18 ;
>
> b) les pouvoirs visés à l'article 16*bis* ;
>
> c) les mesures visées à l'article 104 de la directive 2013/36/UE ;
>
> d) les mesures d'intervention précoce conformément à l'article 27 ;
>
> e) les sanctions administratives et autres mesures administratives conformément à aux articles 110 et 111 ».

L'article 267/5/8 en projet de la loi du 25 avril 2014 se limite cependant à prévoir, afin d'assurer la transposition des mesures visées aux *litterae* c) à e) :

> « 3° les mesures de redressement conformément aux articles 234 et 236 ».

Or, les articles 234 et 236 ne paraissent pas couvrir l'ensemble des mesures visées par les *litterae* c) à e) et notamment l'existence de sanctions.

Interrogée à ce sujet, la déléguée du Ministre a relevé que les sanctions administratives et autres mesures administratives sont respectivement les amendes administratives visées à l'article 347 et les astreintes et mesures coercitives visées à l'article 345. Elle propose d'ajouter une référence à ces dispositions dans l'avant-projet.

Celui-ci sera complété en ce sens.

‡LW-BAFVIEBEE-GIJGFUQ‡

Article 201

Article 267/15 en projet de la loi du 25 avril 2014

1. L'article 267/15 en projet tend à transposer l'article 55 de la directive n° 2014/59/UE, tel qu'il a été modifié par l'article 1er, paragraphe 21), de la directive (UE) n° 2019/879. Or, l'une des conditions imposées par cet article est que

> « [l]'engagement n'est pas exclu au titre de l'article 44, paragraphe 2 [qui est transposé en droit belge par l'article 242, 10°, de la loi du 25 avril 2014, qui définit la notion de dette éligible] ».

L'article 267/15, § 1er, alinéa 1er, en projet se limite cependant à se référer à des contrats par lesquels « des dettes utilisables pour un renflouement interne sont contractées ». Ce concept ne paraît pas recouvrir la notion de « dette éligible ».

Le dispositif sera dès lors revu afin de garantir une correcte transposition de la directive.

2. Le tableau de transposition et l'avant-projet restent muets quant à la transposition de l'article 55, paragraphe 2, alinéa 7, de la directive n° 2014/59/UE, telle qu'elle a été modifiée par la directive (UE) n° 2019/879.

Il convient de combler cette lacune.

Article 209

Article 280 en projet de la loi du 25 avril 2014

L'article 280, § 7, en projet de la loi du 25 avril 2014 tend à transposer l'article 69, paragraphe 5, de la directive n° 2014/59/UE, tel qu'il a été modifié par l'article 1er, paragraphe 30), b), de la directive (UE) n° 2019/879. Cet article concerne uniquement le pouvoir de suspension visé par l'article 69 de la directive n° 2014/59/UE. L'article 280, § 7, en projet de la loi du 25 avril 2014 englobe pour sa part non seulement le pouvoir de suspension des obligations organisé par l'article 69 précité de la directive n° 2014/59/UE mais également les pouvoirs organisés par les articles 70 et 71 de cette même directive.

En outre, l'article 69, paragraphe 5, de la directive n° 2014/59/UE ne précise pas que l'obligation imposée aux autorités de résolution de veiller à ce que les déposants aient accès à un montant quotidien approprié au titre de ces dépôts, s'exercerait en cas d'usage du pouvoir de suspension des obligations de paiement et de livraison « en particulier à l'égard des dépôts assurés ».

L'auteur de l'avant-projet vérifiera dès lors que telle est bien son intention.

‡LW-BAFVIEBEE-GIJGFUQ‡

Article 210
Article 280/1 en projet de la loi du 25 avril 2014

L'article 210 tend à transposer l'article 71*bis* de la directive n° 2014/59/UE, tel qu'il a été modifié par l'article 1er, paragraphe 33), de la directive (UE) n° 2019/879, qui fait référence à plusieurs reprises à l'article 33*bis* de ladite directive. Or, cette dernière disposition est transposée par l'article 244/2 en projet de la loi du 25 avril 2014.

Il convient dès lors de remplacer, à l'article 280/1, § 1er, § 3 et § 4, de l'avant-projet, le terme « 244/3 » par le terme « 244/2 ».

Article 212
Article 287 en projet de la loi du 25 avril 2014

L'article 212 tend à transposer l'article 68, paragraphe 3, de la directive n° 2014/59/UE, tel qu'il a été modifié par la directive (UE) n° 2019/879, qui fait référence à l'article 33*bis* de ladite directive. Or, cette dernière disposition est transposée par l'article 244/2 en projet de la loi du 25 avril 2014.

Il convient dès lors de remplacer, à l'article 212, 1° et 2°, de l'avant-projet, les termes « l'article 244/3 » par les termes « l'article 244/2 ».

Article 250
Article 457 en projet de la loi du 25 avril 2014

Le nouvel alinéa de l'article 61 de la directive n° 2014/59/UE, tel qu'il a été modifié par l'article 1er, paragraphe 25), de la directive (UE) n° 2019/879, n'est pas correctement transposé par l'avant-projet. Cette disposition prévoit en effet que,

> « [l]orsque les instruments de fonds propres pertinents, ou les engagements éligibles visés à l'article 59, paragraphe 1*bis*, de la présente directive, sont reconnus aux fins du respect de l'exigence visée à l'article 45*septies*, paragraphe 1, de la présente directive, l'autorité chargée du constat visé à l'article 59, paragraphe 3, est l'autorité appropriée de l'État membre dans lequel l'établissement ou l'entité visée à l'article 1er, paragraphe 1, point b), c) ou d), de la présente directive, a été agréé(e) conformément au titre III de la directive 2013/36/UE. ».

Contrairement à ce qu'indique le tableau de transposition, l'article 457, § 4, en projet de la loi du 25 avril 2014 ne correspond pas exactement à cette hypothèse dès lors qu'il prévoit ce qui suit :

> « Lorsque les instruments de fonds propres pertinents sont reconnus conformément à l'article 92 du Règlement n° 575/2013 aux fins du respect des exigences de fonds propres sur une base individuelle, l'autorité chargée du constat visé à l'article 250, § 4 est l'autorité appropriée de l'État membre dans lequel l'établissement ou l'entité visée à l'article 424, 2° à 4°, a été agréé conformément au Titre III de la directive 2013/36/UE.

‡LW-BAFVIEBEE-GIJGFUQ‡

Lorsque les instruments de fonds propres pertinents ou les engagements éligibles visés à l'article 250, § 2 sont reconnus aux fins du respect de l'exigence visée à l'article 267/5/4, § 1er, l'autorité chargée du constat visé à l'article 250, § 4 est l'autorité appropriée de l'État membre dans lequel l'établissement ou l'entité visée à l'article 424, 2° à 4° a été agréé conformément au titre III de la directive 2013/36/UE ».

Interrogée à ce sujet, la déléguée du Ministre a observé que le premier alinéa du paragraphe 4 a été introduit par erreur et doit être omis.

Le dispositif sera revu en ce sens afin d'assurer une correcte transposition de l'article 61, paragraphe 3, alinéa 2, de la directive n° 2014/59/UE.

Article 251

Article 458 en projet de la loi du 25 avril 2014

Le nouvel article 62, paragraphe 1, b), de la directive n° 2014/59/UE, tel qu'il a été modifié par l'article 1er, paragraphe 26), a), de la directive (UE) n° 2019/879, prévoit que,

« lorsqu'elle envisage de procéder au constat visé à l'article 59, paragraphe 3, point c), elle en informe sans retard l'autorité compétente responsable de chaque établissement ou de chaque entité visée à l'article 1er, paragraphe 1, point b), c) ou d), qui a émis les instruments de fonds propres pertinents à l'égard desquels les pouvoirs de dépréciation ou de conversion doivent être exercés si le constat susmentionné est établi et, si elles sont différentes, les autorités appropriées des États membres dans lesquels les autorités compétentes concernées et l'autorité de surveillance sur base consolidée sont établies ».

Cette disposition n'est pas transposée par l'article 458 en projet de la loi du 25 avril 2014.

Le dispositif sera revu afin de combler cette lacune.

Article 254

Article 460 en projet de la loi du 25 avril 2014

L'article 460 en projet de la loi du 25 avril 2014 tend à transposer, notamment, l'article 45*nonies*, paragraphe 2, de la directive n° 2014/59/UE, tel qu'il a été inséré par l'article 1er, paragraphe 17), de la directive (UE) n° 2019/879, qui prévoit ce qui suit :

« 2. Lorsque plusieurs entités d'EISm appartenant au même EISm sont des entités de résolution, les autorités de résolution visées au paragraphe 1 discutent et, lorsque cela est approprié et conforme à la stratégie de résolution de l'EISm, conviennent de l'application de l'article 72*sexies* du règlement (UE) n° 575/2013 et de tout ajustement pour réduire au minimum ou éliminer la différence entre la somme des montants visés à l'article 45*quinquies*, paragraphe 4, point a), et à l'article 12 du règlement (UE) n° 575/2013 pour les entités de résolution individuelles et la somme des montants visés à l'article 45*quinquies*, paragraphe 4, point b), et à l'article 12 du règlement (UE) n° 575/2013 ».

‡LW-BAFVIEBEE-GIJGFUQ‡

L'article 460, § 3, alinéa 1er, en projet se réfère pour sa part à l'article 12*bis* du règlement n° 575/2013, ce qui ne correspond pas au prescrit de l'article 45*nonies*, paragraphe 2, de la directive n° 2014/59/UE.

Le dispositif sera revu afin de corriger cette erreur.

Articles 257 et 258
Articles 468 et 470 en projet de la loi du 25 avril 2014

L'article 257, 1°, tend à transposer l'article 88, paragraphe 1, de la directive n° 2014/59/UE, tel qu'il a été modifié par l'article 1er, paragraphe 34), a), de la directive (UE) n° 2019/879, qui prévoit que,

> « [s]ous réserve de l'article 89, les autorités de résolution au niveau du groupe instaurent des collèges d'autorités de résolution afin d'effectuer les tâches visées aux articles 12, 13, 16, 18, 45 à 45*nonies*, 91 et 92 et, le cas échéant, d'assurer la coopération et la coordination avec les autorités de résolution de pays tiers ».

L'article 468 ne se réfère cependant pas à l'ensemble des dispositions de droit belge qui assurent la transposition des articles 45 à 45*nonies* de la directive n° 2014/59/UE concernant la résolution des groupes, à savoir les articles 459 à 462. De l'accord de la déléguée du Ministre, une référence aux articles 461 et 462 sera ajoutée.

Une observation analogue vaut pour l'article 470 en projet de la loi du 25 avril 2014, qui sera dès lors également modifié.

Articles 270 à 298
Annexes en projet de la loi du 25 avril 2014

Les mots « de la présente Annexe » seront omis.

Article 310

Par la référence faite à l'article 315, alinéa 1er, de l'avant-projet, l'article 310, alinéa 1er, *in fine*, ne laisse aucun délai à partir de l'entrée en vigueur de la loi aux sociétés de bourse concernées qui satisfont aux conditions visées à l'article 1er, § 3, alinéa 1er, 2°, de la loi du 25 avril 2014 (dans sa version résultant de l'article 17 de l'avant-projet à l'examen) au 24 décembre 2019 pour introduire leur demande d'agrément conformément à l'article 8 de la même loi du 25 avril 2014.

Cette disposition doit être aménagée afin de permettre aux sociétés concernées de disposer d'un délai raisonnable à partir de l'entrée en vigueur de la loi en projet pour introduire cette demande d'agrément et de poursuivre l'exercice de leur activité jusqu'à ce qu'il soit statué sur leur demande d'agrément.

‡LW-BAFVIEBEE-GIJGFUQ‡

L'avant-projet devra alors énoncer le régime juridique qui sera transitoirement applicable à ces sociétés entre l'entrée en vigueur de la loi en projet et la décision d'octroi ou de refus de l'agrément à l'instar de ce que les articles 310, alinéa 2, et 312 énoncent pour les situations visées par ces dispositions. La question se pose à cet égard de savoir si, à l'article 310, alinéa 2, il ne convient pas de se référer à l'alinéa 1er plutôt qu'à l'alinéa 2 de l'article 315 de l'avant-projet en manière telle qu'entre l'entrée en vigueur de la loi et la décision d'octroi ou de refus de l'agrément, ce serait le régime envisagé par l'article 310, alinéa 2, qui serait applicable aux sociétés de bourse satisfaisant aux conditions visées à l'article 1er, § 3, alinéa 1er, 2°, de la loi du 25 avril 2014 (dans sa version résultant de l'article 17 de l'avant-projet à l'examen) au 24 décembre 2019, étant entendu que les sociétés de bourse en question devraient être considérées comme dépourvues d'agrément si, à la date fixée pour l'introduction d'une demande d'agrément, elles ont omis d'introduire leur demande. La sécurité juridique commande aussi de prévoir que les sociétés ayant demandé un agrément dans le délai prévu pourront continuer à exercer leur activité sur la base de leur agrément antérieur en qualité de société de bourse jusqu'à ce qu'il soit statué sur leur demande d'agrément en tant qu'établissement de crédit.

Article 313

Dans l'hypothèse où la loi en projet devait n'être publiée qu'à une date proche avant le 28 juin 2021 ou, *a fortiori,* à cette date ou à une date ultérieure, l'alinéa 1er devrait être aménagé afin de permettre aux compagnies concernées de disposer d'un délai raisonnable à partir de l'entrée en vigueur de la loi en projet pour introduire la demande d' approbation ou d'exemption visée à cet article.

Article 315

1. L'alinéa 1er déroge au délai usuel d'entrée en vigueur des textes législatifs, fixé à dix jours par l'article 4 de la loi du 31 mai 1961 'relative à l'emploi des langues en matière législative, à la présentation, à la publication et à l'entrée en vigueur des textes légaux et réglementaires'.

À défaut d'une justification spécifique, il faut renoncer à l'entrée en vigueur immédiate afin d'accorder à chacun un délai raisonnable pour prendre connaissance des nouvelles règles.

2. Dans un souci de sécurité juridique, il y a lieu d'adapter l'alinéa 2 en habilitant le Roi à faire entrer en vigueur les articles y mentionnés en fonction du constat qu'il fera de l'entrée en vigueur de la loi « transposant la [d]irective (UE) 2019/2034 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 concernant la surveillance prudentielle des entreprises d'investissement et modifiant les directives 2002/87/CE, 2009/65/CE, 2011161/UE, 2013/36/UE, 2014/59/UE et 2014/65/UE ».

*

‡LW-BAFVIEBEE-GIJGFUQ‡

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten 'op de Raad van State', gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het voorontwerp,[‡] de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het voorontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

ONTVANKELIJKHEID

Artikel 17

Ontworpen artikel 1 van de wet van 25 april 2014

'op het statuut van en het toezicht op kredietinstellingen en beursvennootschappen'

De ontworpen paragraaf 3, derde lid, van artikel 1 van de wet van 25 april 2014 'op het statuut van en het toezicht op kredietinstellingen en beursvennootschappen' bepaalt:

> "(…) diensten die bestaan in het in ontvangst nemen van terugbetaalbare geldmiddelen en het verlenen van kredieten en die uitsluitend worden aangeboden of verstrekt aan Amerikaanse onderdanen die tewerkgesteld zijn in de militaire bases, of bij de ondersteunende diensten ervan, van het Algemeen Hoofdkwartier van de Geallieerde Mogendheden in Europa (SHAPE) die aanwezig zijn op het Belgische grondgebied in het kader van de Noord-Atlantische Verdragsorganisatie (NAVO), of aan de vertegenwoordiging van de regering van de Verenigde Staten op het Belgische grondgebied, evenals aan dergelijke personen die gepensioneerd zijn, [worden] beschouwd als diensten die niet in België worden aangeboden of verstrekt."

Een vergelijkbare bepaling (ontworpen artikel 1, § 3, tweede lid, van de wet van 25 april 2014) was al opgenomen in artikel 136 van het voorontwerp van wet 'houdende diverse financiële bepalingen'.

In advies 68.577/2, dat op 9 februari 2021 gegeven is over dat voorontwerp, heeft de afdeling Wetgeving het volgende opgemerkt in verband met die bepaling:

> "Ook al klopt het dat richtlijn 2013/36/EU, die steunt op artikel 53 VWEU betreffende de vrijheid van vestiging en het vrij verrichten van diensten, per definitie enkel van toepassing kan zijn op de kredietinstellingen die onder een lidstaat van de Europese Unie en niet onder een derde Staat ressorteren, neemt dat niet weg dat die richtlijn een titel bevat die specifiek op de relaties met de derde landen betrekking heeft.
>
> In dat verband wordt in artikel 47, lid 1, van de richtlijn bepaald dat
>
> '[d]e lidstaten (…) op bijkantoren van kredietinstellingen met hoofdkantoor in een derde land voor wat betreft de aanvang tot de werkzaamheden dan wel de uitoefening ervan geen bepalingen [toepassen] die leiden tot een gunstiger behandeling dan die welke

[‡] Aangezien het om een voorontwerp van wet gaat, wordt onder "rechtsgrond" de overeenstemming met de hogere rechtsnormen verstaan.

‡LW-BAFVIEBEE-GIJGFUQ‡

geldt voor bijkantoren van kredietinstellingen die hun hoofdkantoor binnen de Unie hebben.'

In lid 1*bis*, ingevoegd bij richtlijn (EU) 2019/878 van het Europees Parlement en de Raad van 20 mei 2019 'tot wijziging van Richtlijn 2013/36/EU met betrekking tot vrijgestelde entiteiten, financiële holdings, gemengde financiële holdings, beloning, toezichtsmaatregelen en -bevoegdheden en kapitaalconserveringsmaatregelen', wordt daaraan toegevoegd dat elke lidstaat moet voorschrijven dat bijkantoren van kredietinstellingen die hun hoofdkantoor in een derde land hebben, ten minste eenmaal per jaar een aantal inlichtingen moeten verstrekken. De omstandigheid dat het cliënteel van die bijkantoren uitsluitend uit personen met een vreemde nationaliteit zou bestaan zorgt er niet voor dat ze de toepassing van die bepaling kunnen omzeilen.

Artikel 136 moet in het licht van die opmerking herzien worden."

Gelet op de tabel met de gecoördineerde versie van de wetten die bij het voorontwerp gewijzigd worden, lijkt het erop dat de steller van het voorontwerp ervan uitgaat dat artikel 136 van het voorontwerp van wet 'houdende diverse financiële bepalingen' al aangenomen zou zijn, wat niet het geval is.[1]

Wanneer de afdeling Wetgeving een advies gegeven heeft, heeft ze de bevoegdheid opgebruikt die ze krachtens de wet heeft; het komt haar derhalve niet toe om zich opnieuw uit te spreken over de reeds onderzochte bepalingen, ongeacht of die herzien zijn teneinde rekening te houden met de opmerkingen die in het eerste advies gemaakt zijn, dan wel ongewijzigd blijven. Dat geldt niet wanneer overwogen wordt om in de tekst volledig nieuwe bepalingen in te voegen over de inhoud waarvan de afdeling Wetgeving zich niet heeft kunnen uitspreken bij het oorspronkelijke onderzoek van het dossier: in zo'n geval moet de afdeling Wetgeving weer om advies verzocht worden, welk advies dan alleen op de nieuwe bepalingen betrekking heeft. Dat geldt evenmin wanneer na het eerste advies nieuwe juridische gegevens opduiken, die kunnen rechtvaardigen dat de afdeling Wetgeving de tekst opnieuw onderzoekt: in zo'n geval heeft het nieuwe onderzoek van de tekst betrekking op de weerslag van die nieuwe juridische gegevens op de betrokken regeling. Dat is hier niet het geval.

De adviesaanvraag is bijgevolg onontvankelijk in zoverre ze betrekking heeft op het ontworpen artikel 1, § 3, derde lid, van de wet van 25 april 2014.

VOORAFGAANDE VORMVEREISTEN

Krachtens artikel 36, lid 4, van verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 'betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG (algemene verordening gegevensbescherming)' (hierna: "de AVG"), gelezen in samenhang met artikel 57, lid 1, *c)*, en overweging 96 van de aanhef van die verordening, dient de toezichthoudende autoriteit, *in casu* de Gegevensbeschermingsautoriteit bedoeld in de wet van 3 december 2017 'tot oprichting van

[1] Het wetsontwerp dat voortgevloeid is uit dat voorontwerp heeft de volgende referentie: *Parl.St.* Kamer, 2020-21, nr. 55-1887/001.

‡LW-BAFVIEBEE-GIJGFUQ‡

de Gegevensbeschermingsautoriteit', geraadpleegd te worden bij het opstellen van een voorstel voor een door een nationaal parlement vast te stellen wetgevingsmaatregel of een daarop gebaseerde regelgevingsmaatregel in verband met verwerking.

Aangezien *in casu* het ontworpen artikel 36/15, § 4, van de wet van 22 februari 1998 'tot vaststelling van het organiek statuut van de Nationale Bank van België' (artikel 7 van het voorontwerp) voorziet in een mogelijke verwerking van persoonsgegevens die binnen het toepassingsgebied van de AVR valt, dient die bepaling voorgelegd te worden aan de Gegevensbeschermingsautoriteit.

Als de betreffende tekst na het vervullen van dat vormvereiste nog substantieel gewijzigd zou worden op andere punten dan die welke ook uit dit advies voortvloeien, zou de steller van het voorontwerp hem opnieuw voor advies moeten voorleggen aan de afdeling Wetgeving.

ALGEMENE OPMERKINGEN

1. In verscheidene bepalingen van het voorontwerp wordt verwezen naar artikelen van verschillende richtlijnen.

Aangezien de richtlijnen in kwestie omgezet moeten zijn in intern recht, is het verkieselijk dat verwezen wordt naar de artikelen van de Belgische wetten waarbij die omzetting geschied is, in plaats van naar de artikelen van de betrokken richtlijnen.

Die opmerking betreft onder meer het ontworpen artikel 242, 10°, f), van de wet van 25 april 2014 'op het statuut van en het toezicht op kredietinstellingen en beursvennootschappen' (artikel 167 van het voorontwerp) en het ontworpen artikel 451 van dezelfde wet (artikel 247 van het voorontwerp).

2. Het dossier dat aan de afdeling Wetgeving voorgelegd is, bevat tabellen waarin wordt aangegeven met welke tekst van de richtlijnen (EU) 2019/879 van het Europees Parlement en de Raad van 20 mei 2019 'tot wijziging van Richtlijn 2014/59/EU met betrekking tot de verlies absorptie- en herkapitalisatiecapaciteit van kredietinstellingen en beleggingsondernemingen en Richtlijn 98/26/EG', (EU) 2019/878 van het Europees Parlement en de Raad van 20 mei 2019 'tot wijziging van Richtlijn 2013/36/EU met betrekking tot vrijgestelde entiteiten, financiële holdings, gemengde financiële holdings, beloning, toezichtsmaatregelen en -bevoegdheden en kapitaalconserveringsmaatregelen' en (EU) 2019/2177 van het Europees Parlement en de Raad van 18 december 2019 'tot wijziging van Richtlijn 2009/138/EG betreffende de toegang tot en uitoefening van het verzekerings- en het herverzekeringsbedrijf (Solvabiliteit II), Richtlijn 2014/65/EU betreffende markten voor financiële instrumenten, en van Richtlijn (EU) 2015/849 inzake de voorkoming van het gebruik van het financiële stelsel voor het witwassen van geld of terrorismefinanciering' de tekst van het voorontwerp van wet overeenstemt. Het dossier bevat eveneens een tabel waarin wordt aangegeven met welke tekst van richtlijn (EU) 2019/2177 de tekst van het voorontwerp overeenstemt.

‡LW-BAFVIEBEE-GIJGFUQ‡

Wat betreft de omzetting van de richtlijnen (EU) 2019/879 en (EU) 2019/878 zijn die tabellen heel nuttig, maar niet voldoende. De memorie van toelichting moet aangevuld worden met tabellen waarin de overeenstemming in omgekeerde zin weergegeven wordt, zodat het Parlement zich met kennis van zaken kan uitspreken over de keuze van de middelen die de steller van het voorontwerp wenst aan te wenden om te zorgen voor de omzetting van de richtlijn in kwestie en om te voorkomen dat de uitoefening van het amenderingsrecht, vervat in artikel 76 van de Grondwet, de grenzen niet te buiten gaat van de beoordelingsbevoegdheid die het Europese recht aan de lidstaten toekent.[2]

3. De tabel betreffende de omzetting van richtlijn (EU) 2019/879 dient als volgt gecorrigeerd te worden:

a) Artikel 36, lid 5, 12 en 13, van richtlijn 2014/59/EU, zoals dat gewijzigd is bij artikel 1, lid 13), c), van richtlijn (EU) 2019/879, wordt niet omgezet bij artikel 258 van de wet van 25 april 2014. Dat laatste artikel wordt overigens niet gewijzigd bij het voorontwerp. Die vergissing dient gecorrigeerd te worden en er dient gezorgd te worden voor een correcte omzetting van artikel 36, lid 5, 12, en 13, van richtlijn 2014/59/EU van het Europees Parlement en de Raad van 15 mei 2014 'betreffende de totstandbrenging van een kader voor het herstel en de afwikkeling van kredietinstellingen en beleggingsondernemingen en tot wijziging van Richtlijn 82/891/EEG van de Raad en de Richtlijnen 2001/24/EG, 2002/47/EG, 2004/25/EG, 2005/56/EG, 2007/36/EG, 2011/35/EU, 2012/30/EU en 2013/36/EU en de Verordeningen (EU) nr. 1093/2010 en (EU) nr. 648/2012, van het Europees Parlement en de Raad'.

b) Artikel 59, lid 3, van richtlijn 2014/59/EU, zoals dat gewijzigd is bij artikel 1, lid 23), e), van richtlijn (EU) 2019/879, wordt omgezet bij het ontworpen artikel 250, § 4, van de wet van 25 april 2014 en niet bij het ontworpen artikel 250, § 2, van diezelfde wet.

c) Er dient gepreciseerd te worden dat artikel 61, lid 3, "tweede alinea", van richtlijn 2014/59/EU, zoals dat gewijzigd is bij artikel 1, lid 25), van richtlijn (EU) 2019/879, omgezet wordt bij artikel 457, § 4. Enkel die laatste alinea vormt immers een nieuwe bepaling krachtens artikel 1, lid 25), van richtlijn (EU) 2019/879.

d) Artikel 69, lid 4, van richtlijn 2014/59/EU, zoals gewijzigd bij artikel 1, lid 30), a), van richtlijn (EU) 2019/879, wordt uitsluitend omgezet bij het ontworpen artikel 280, § 2, van de wet van 25 april 2014 en niet bij het nieuwe artikel 280, § 3, dat strekt tot omzetting van artikel 70, lid 2, van richtlijn 2014/59/EU.

4. De tabel betreffende de omzetting van richtlijn (EU) 2019/878 dient gecorrigeerd te worden als volgt:

a) Er dient aangegeven te worden dat artikel 21*bis*, lid 5, van richtlijn 2013/36/EU van het Europees Parlement en de Raad van 26 juni 2013 'betreffende toegang tot het bedrijf van

[2] *Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab "Wetgevingstechniek", aanbevelingen 191 tot 193.

‡LW-BAFVIEBEE-GIJGFUQ‡

kredietinstellingen en het prudentieel toezicht op kredietinstellingen en beleggingsondernemingen, tot wijziging van Richtlijn 2002/87/EG en tot intrekking van de Richtlijnen 2006/48/EG en 2006/49/EG', zoals dat gewijzigd is bij artikel 1, lid 9), van richtlijn (EU) 2019/878, ook omgezet wordt bij artikel 212/10 van de wet van 25 april 2014.

b) De derde en de vierde alinea van artikel 104*bis*, lid 2, van richtlijn 2013/36/EU, zoals die gewijzigd zijn bij artikel 1, lid 33), van richtlijn (EU) 2019/878, worden respectievelijk omgezet bij de artikelen 150/1, § 2, 2° *in fine*, en 150/1, § 1, tweede lid, van de wet van 25 april 2014, en niet bij artikel 150/2 van die wet.

c) De tweede tot de vierde alinea van artikel 104*bis*, lid 4, van richtlijn 2013/36/EU, zoals die gewijzigd zijn bij artikel 1, lid 33), van richtlijn (EU) 2019/878, worden respectievelijk omgezet bij de artikelen 150/3, § 2, 150/3, § 3, en 150/3, § 4, van de wet van 25 april 2014.

d) Er is geen vijfde alinea in artikel 104*bis*, lid 4, van richtlijn 2013/36/EU, zoals dat gewijzigd is bij artikel 1, lid 33), van richtlijn (EU) 2019/878.

e) Er dient aangegeven te worden dat artikel 111, § 1, derde lid, van richtlijn 2013/36/EU, zoals dat gewijzigd is bij artikel 1, lid 37), van richtlijn (EU) 2019/878, ook omgezet wordt bij artikel 171, § 1, 4°, van de wet van 25 april 2014.

f) Artikel 131, lid 5, van richtlijn 2013/36/EU, zoals dat gewijzigd is bij artikel 1, lid 47), d), van richtlijn (EU) 2019/878, wordt omgezet bij artikel 14, § 2, van bijlage IV bij de wet van 25 april 2014 en niet bij artikel 13, § 2, van die bijlage.

g) Er dient aangegeven te worden dat artikel 133, lid 10, eerste lid, van richtlijn 2013/36/EU, zoals dat gewijzigd is bij artikel 1, lid 49), van richtlijn (EU) 2019/878, ook omgezet wordt bij artikel 17, § 1, van bijlage IV bij de wet van 25 april 2014.

h) Artikel 159*bis* van richtlijn 2013/36/EU, zoals dat gewijzigd is bij artikel 1, lid 56), van richtlijn (EU) 2019/878, wordt omgezet bij artikel 313 van het voorontwerp en niet bij artikel 305 ervan.

i) Aangezien, zoals de gemachtigde van de minister dat bevestigt, de omzetting van artikel 21*ter*, lid 8, van richtlijn 2013/36/EU, zoals dat gewijzigd is bij artikel 1, lid 9), van richtlijn (EU) 2019/878, geschiedt bij artikel 314 van het voorontwerp, dient de concordantietabel in die zin aangepast te worden.

5. De steller van het voorontwerp wordt verzocht na te gaan of de artikelen 423, 2°/1, 2°/2, 10° en 11°, 424, 1°/1 en 5°, 483, 2°, en 484, § 1 en § 2, 1°, van de wet van 25 april 2014, ter wille van de samenhang, niet aldus aangepast moeten worden dat nu reeds rekening gehouden wordt met de omzetting van richtlijn (EU) 2019/2034 wat betreft het toezicht op de huidige beursvennootschappen.

‡LW-BAFVIEBEE-GIJGFUQ‡

BIJZONDERE OPMERKINGEN

OPSCHRIFT

Aangezien het voorontwerp ook betrekking heeft op de omzetting van richtlijn (EU) 2019/879 van het Europees Parlement en de Raad van 20 mei 2019 'tot wijziging van Richtlijn 2014/59/EU met betrekking tot de verliesabsorptie- en herkapitalisatiecapaciteit van kredietinstellingen en beleggingsondernemingen en Richtlijn 98/26/EG' (richtlijn "BRR2" genoemd) en van richtlijn (EU) 2019/2177 van het Europees Parlement en de Raad van 18 december 2019 'tot wijziging van Richtlijn 2009/138/EG betreffende de toegang tot en uitoefening van het verzekerings- en het herverzekeringsbedrijf (Solvabiliteit II), Richtlijn 2014/65/EU betreffende markten voor financiële instrumenten, en van Richtlijn (EU) 2015/849 inzake de voorkoming van het gebruik van het financiële stelsel voor het witwassen van geld of terrorismefinanciering', dient in de aanhef ervan ook naar die richtlijnen te worden verwezen.

Artikel 2

Zoals in het tweede lid van de memorie van toelichting en in het opschrift van het voorontwerp wordt bevestigd, zet dit voorontwerp richtlijn (EU) 2019/2034 van het Europees Parlement en de Raad van 27 november 2019 'betreffende het prudentiële toezicht op beleggingsondernemingen en tot wijziging van Richtlijnen 2002/87/EG, 2009/65/EG, 2011/61/EU, 2013/36/EU, 2014/59/EU en 2014/65/EU' gedeeltelijk om.

Artikel 2 moet in die zin worden aangevuld.

Artikel 7

Het ontworpen artikel 36/15 van de wet van 22 februari 1998
'tot vaststelling van het organiek statuut van de Nationale Bank van België'

Paragraaf 4 van het ontworpen artikel 36/15 moet worden aangevuld met de tekens en woorden "(algemene verordening gegevensbescherming)" teneinde het opschrift van de AVG correct weer te geven.

Artikel 18

Ontworpen artikel 3, 33°/1, van de wet van 25 april 2014

Ter wille van de duidelijkheid en teneinde de verwijzing naar de bepaling waarnaar dit artikel verwijst, te corrigeren, moeten de woorden "voor zover niet voldaan is aan een van de voorwaarden van artikel 1, § 3, eerste lid, b)." worden vervangen door de woorden "voor zover aan geen van de voorwaarden van artikel 1, § 3, eerste lid, 2°, b), voldaan is".

‡LW-BAFVIEBEE-GIJGFUQ‡

Artikel 3, 83°, van de wet van 25 april 2014

Gelet op de thans geldende versie van artikel 3, 83°, van de wet van 25 april 2014, moeten de verscheidene verwijzingen naar de beursvennootschap die in dat onderdeel 83° voorkomen, worden geschrapt.

Artikel 22

Ontworpen artikel 14/1 van de wet van 25 april 2014

Het is de afdeling Wetgeving niet duidelijk waarom in het ontworpen artikel 14/1, tweede lid, van de wet van 25 april 2014 niet ook wordt verwezen naar artikel 9 van de wet van 25 april 2014, aangezien die bepaling ook betrekking heeft op de vergunningsaanvraag en in het huidige artikel 493 van de wet van 25 april 2014 staat dat artikel 9 van diezelfde wet van toepassing is op de beursvennootschappen.

Het dispositief moet opnieuw worden onderzocht en, in voorkomend geval, op dat punt worden aangevuld.

Artikel 25

Ontworpen artikel 31, § 2, eerste lid, van de wet van 25 april 2014

In tegenstelling tot wat in de gecoördineerde versie van het ontworpen artikel 31, § 2, eerste lid, 1°, van de wet van 25 april 2014 staat, moet de toe te voegen tekst worden opgenomen in het tweede lid en niet in het eerste lid van punt 1°.

Artikel 30

Ontworpen artikel 59 van de wet van 25 april 2014

1. De steller van het voorontwerp wordt verzocht na te gaan of, met het oog op een formulering die parallel loopt met paragraaf 1, in het ontworpen artikel 59, § 2, eerste lid niet ook moet worden verwezen naar de specifieke organisatieregeling bedoeld in de artikelen 65, § 3, tweede lid, 65/1 en 74/1 voor de kredietinstellingen in de zin van artikel 1, § 3, eerste lid, 2°.

2. De verwijzing naar de "door de toezichthouder vastgelegde richtsnoeren" in het ontworpen artikel 59, § 2, tweede lid, valt af te raden.

Die formulering wekt immers de indruk dat het enkel zou gaan om adviezen vanwege de toezichthouder. Uit het hele dispositief blijkt echter dat het de bedoeling van de steller van het voorontwerp is dat de inhoud van de te verstrekken "beknopte samenvatting" door de toezichthouder wordt vastgelegd.

Het dispositief moet in het licht van die opmerking worden herzien.

‡LW-BAFVIEBEE-GIJGFUQ‡

Artikel 34

Opschrift van de ontworpen afdeling VI van boek II, titel II, hoofdstuk III, van de wet van 25 april 2014

De herindeling van de afdelingen VI en VI/1, alsook het opschrift van afdeling VI, in samenhang gelezen met het ontworpen artikel 74/3, zouden kunnen leiden tot de interpretatie dat artikel 74 van de wet van 25 april 2014 niet van toepassing zou zijn op de kredietinstellingen bedoeld in artikel 1, § 3, eerste lid, 2°. Een dergelijke interpretatie zou problematisch zijn in het licht van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet.

De steller van het voorontwerp wordt verzocht de tekst zodanig te herschrijven dat duidelijk naar voren komt dat artikel 74 van de wet van 25 april 2014 zowel betrekking heeft op de kredietinstellingen bedoeld in het ontworpen artikel 1, § 3, eerste lid, punt 1°, van dezelfde wet als op de kredietinstellingen bedoeld in punt 2° van die bepaling.

Een mogelijkheid daartoe zou zijn dat de afdeling VI op alle kredietinstellingen van toepassing wordt gemaakt, waardoor artikel 74/3 overigens overbodig zou worden.

Artikel 52

Ontworpen artikel 98/1 van de wet van 25 februari 2014

Gelet op de nieuwe wijze waarop het globale vereiste van een tier 1-kernkapitaalbuffer wordt bepaald, wordt de steller van het voorontwerp verzocht na te gaan of de verwijzing naar het begrip tier 1-kernkapitaal en de verwijzing naar artikel 96, die zijn opgenomen in artikel 99, eerste lid, van de wet van 25 april 2014, niet moeten worden aangepast of aangevuld.

Artikel 57

Ontworpen artikel 102/3 van de wet van 25 april 2014

In het tweede lid moet de verwijzing naar artikel 1 van bijlage V worden vervangen door een verwijzing naar artikel 1/1 van die bijlage, ingevoegd bij artikel 294 van het voorontwerp.

Artikel 76

Ontworpen artikel 150 van de wet van 25 april 2014

Uit paragraaf 1 van het ontworpen artikel 150 blijkt niet dat artikel 104*bis*, lid 1, eerste alinea, b), van richtlijn 2013/36/EU, ingevoegd bij artikel 1, lid 33, van richtlijn (EU) 2019/879, is omgezet.

Het voorontwerp en de omzettingstabel moeten dienovereenkomstig worden aangevuld.

‡LW-BAFVIEBEE-GIJGFUQ‡

Artikel 77

Ontworpen artikel 150/1 van de wet van 25 april 2014

In paragraaf 1, eerste lid, *in limine*, moet worden verwezen naar artikel 150, § 1, 1°, en niet naar artikel 150, 1°, van de wet van 25 april 2014.

Artikel 86

Ontworpen artikel 164 van de wet van 25 april 2014

Wat de ontworpen paragraaf 3, 7° betreft, luidt het opschrift van de wet van 3 augustus 2012 voortaan als volgt:

> "Wet betreffende de instellingen voor collectieve belegging die voldoen aan de voorwaarden van Richtlijn 2009/65/EG en de instellingen voor belegging in schuldvorderingen".

Het oude opschrift moet in beide taalversies van het voorontwerp worden vervangen.

Artikel 120

Ontworpen artikel 210 van de wet van 25 april 2014

1. In de inleidende zin van paragraaf 1 moeten de woorden "Wetboek van vennootschappen" worden vervangen door de woorden "Wetboek van vennootschappen en verenigingen".

2. De steller van het voorontwerp wordt verzocht na te gaan of in paragraaf 1, 2°, de woorden "naargelang het geval, de artikelen 222 en 578 van deze wet, voor zover dat laatste [artikel] artikel 222 van toepassing verklaart op de beursvennootschappen" niet moeten worden vervangen door de woorden "artikel 222".

Artikelen 122, 123, 126, 129 en 131

Onderafdeling II/1 van boek II, titel III, hoofdstuk IV, afdeling IV, van de wet van 25 april 2014 en onderverdelingen II/1.1, II.1/2, II/1.3 en II/1.4 van die onderafdeling II/1

De artikelen 122, 123, 126, 129 en 131 van het voorontwerp hebben respectievelijk tot doel in boek II, titel III, hoofdstuk IV, afdeling IV, van de wet van 25 april 2014 een nieuwe onderafdeling II/1 in te voegen en deze op te splitsen in vier onderverdelingen "II/1.1", "II/1.2", "II/1.3" en "II/1.4".

De vraag rijst of het creëren van die vier onderverdelingen binnen de nieuw aangemaakte onderafdeling een reële meerwaarde heeft en derhalve onontbeerlijk is. Een dergelijke werkwijze heeft immers het nadeel de structuur van de gehele tekst te verzwaren en tegelijkertijd afbreuk te doen aan de algemene leesbaarheid ervan.

‡LW-BAFVIEBEE-GIJGFUQ‡

Indien de steller van het voorontwerp die onderverdelingen toch wenst te handhaven, zou het beter zijn de vier geplande onderverdelingen te vervangen door de onderverdelingen "A.", "B.", "C." en "D.". Die werkwijze beantwoordt immers beter aan het door de steller van het voorontwerp nagestreefde doel, namelijk meteen zo duidelijk mogelijk het exacte onderwerp aan te geven van de nieuwe artikelen 212/1 tot 212/7 die bij de artikelen 124, 125, 127 128, 130, 132 en 133 van het voorontwerp worden ingevoegd in de voormelde wet van 25 april 2014. De inleidende zinnen van die laatste bepalingen moeten dienovereenkomstig worden herzien.

Artikel 125

Ontworpen artikel 212/2 van de wet van 25 april 2014

Wat paragraaf 1, 3° betreft, staan de woorden "of een financiële holding of gemengde financiële holding waaraan met toepassing van artikel 212/1 of overeenkomstig artikel 21*bis* van Richtlijn 2013/36/EU goedkeuring is verleend" niet in artikel 21*bis*, lid 4, eerste alinea, c), van richtlijn 2013/36/EU, zoals ingevoegd bij artikel 1, lid 9), van richtlijn (EU) nr. 2019/879.

Op een vraag dienaangaande heeft de gemachtigde van de minister de volgende uitleg verstrekt:

> "Le commentaire de l'article 212/2 en projet explique pourquoi il est nécessaire de tenir compte de la situation de groupes comprenant plusieurs compagnies financières en cascade :
>
> 'Étant donné l'absence de rôle actif dans la conduite du groupe, la compagnie financière n'est pas responsable du respect par les entités du groupe des obligations sur base consolidée (voy. le commentaire de l'article 205). C'est pourquoi la Directive 2013/36/UE requiert qu'un établissement de crédit filiale exerce cette responsabilité de façon permanente, et dispose des moyens nécessaires à cette fin.
>
> Toutefois, dans des groupes comptant plusieurs compagnies financières ou compagnies financières mixtes en chaîne, un tel rôle devrait aussi être susceptible d'être exercé par une compagnie financière ou une compagnie financière mixte intermédiaire exerçant dans les faits un rôle actif pour les entités opérationnelles du groupe bien qu'elle ne soit pas l'entité faîtière dans un État membre. Dans un tel groupe, il serait particulièrement peu efficace de devoir réserver ce rôle à un établissement de crédit filiale ultime des différentes compagnies financières et compagnies financières mixtes concernées. C'est pourquoi, le projet de loi précise qu'un établissement de crédit filiale ou une compagnie financière ou une compagnie financière mixte faisant partie du groupe, de droit belge ou de droit d'un autre État membre, doit être désigné comme responsable du respect par le groupe des exigences prudentielles sur base consolidée'.
>
> On note d'une part que la Directive elle-même (art. 21 *bis*, paragraphe 6, alinéa 2, point d) prévoit la possibilité de désigner une compagnie financière (mixte) de façon temporaire (en cas de manquement dans le chef de la compagnie financière (mixte) approuvée), ce qui implique qu'elle tient compte de groupes comptant plusieurs compagnies financières. D'autre part, ainsi qu'il est également mentionné dans le commentaire, le droit belge – au contraire du droit européen - reconnaît, formellement depuis plusieurs années, le rôle actif des compagnies financière (mixtes), de sorte que celles-ci sont davantage assimilées, dans les faits, à des entités réglementées pour la

‡LW-BAFVIEBEE-GIJGFUQ‡

direction de groupes financiers, et ce même dans le cas où il s'agit de compagnie financière (mixtes) intermédiaires.

On note enfin que la BCE précise, dans son manuel pour l'approbation des compagnies financières (mixtes), que le droit national prévaut dans cette matière et qu'il existe des situations dans lesquelles les autorités compétentes ont, sur base de la législation nationale en vigueur, désigné des compagnies financières (mixtes) intermédiaires comme responsable (de façon permanente) du respect par le groupe des obligations légales et réglementaires sur base consolidée.

La transposition telle que proposée, qui s'inscrit dans le régime belge existant, fait sens et sa conformité au droit européen ne s'avère pas contestable".

De correcte omzetting van de richtlijn blijft op dit punt echter twijfelachtig, aangezien verder gegaan wordt dan de duidelijke tekst van de richtlijn, waarin alleen de dochterkredietinstelling wordt genoemd als een entiteit "[die] is aangewezen als verantwoordelijk voor het waarborgen van de naleving door de groep van de prudentiële vereisten op geconsolideerde basis", en uitgegaan wordt van nationale praktijken of Europese normen van lagere rang. De tekst van de richtlijn heeft voorrang op beide.

Artikel 133

Ontworpen artikel 212/7 van de wet van 25 april 2014

Artikel 21*bis*, lid 6, tweede alinea, g), van richtlijn 2013/36/EU, dat ingevoegd is bij artikel 1, lid 9, van richtlijn (EU) 2019/878, wordt niet omgezet.

Naar aanleiding van een vraag in dat verband stelt de gemachtigde van de minister voor om aan paragraaf 1, tweede lid, de volgende bepaling toe te voegen teneinde die lacune te verhelpen:

"7° van financiële holdings of gemengde financiële holdings verlangen dat zij met een plan komen om onverwijld de regels opnieuw na te leven".

Het dispositief moet in die zin aangevuld worden.

Artikel 135

Ontworpen artikel 212/8 van de wet van 25 april 2014

In paragraaf 2, vierde lid, moeten de woorden "in paragraaf 1, tweede lid" vervangen worden door de woorden "in het eerste lid".

Artikel 139

Ontworpen artikel 212/11 van de wet van 25 april 2014

In het tweede lid lijkt de verwijzing naar artikel 212/10 van de wet van 25 april 2014 niet juist te zijn.

‡LW-BAFVIEBEE-GIJGFUQ‡

De steller van het voorontwerp moet nagaan of in feite niet naar artikel 212/9 van die wet verwezen dient te worden.

Artikel 153

In de Franse tekst moet de ondertitel "Modification des articles 113 et 129" gecorrigeerd worden door het getal "129" te vervangen door het getal "229".

Artikel 167

Ontworpen artikel 242 van de wet van 25 april 2014

1. De wijziging die bij artikel 167, 1°, van het voorontwerp aangebracht wordt, strekt ertoe het toepassingsgebied van de definities in artikel 242 van de wet van 25 april 2014 die thans gelden voor titel VIII van boek II van die wet, uit te breiden tot titel IV van boek II en tot boek XI van de genoemde wet.

Uit formeel oogpunt maakt artikel 242 evenwel deel uit van titel VIII van boek II van de wet van 25 april 2014.

Ter wille van de rechtszekerheid zou het beter zijn om in titel IV van boek II en in boek XI van de wet van 25 april 2014 naar artikel 242 van de wet te verwijzen zodat louter bij het lezen van titel IV van boek II en boek XI van dezelfde wet duidelijk blijkt waarop die definities van toepassing zijn.

2. In de Franse tekst van de ontworpen inleidende zin van artikel 242 moeten de woorden "aussi bien" vervangen worden door de woorden "ainsi que".

Artikel 168

Ontworpen artikel 244 van de wet van 25 april 2014

In tegenstelling tot hetgeen vermeld wordt in de omzettingstabel wordt artikel 63, lid 1, derde alinea, van richtlijn 2013/36/EU, zoals dat ingevoegd is bij artikel 1, lid 15), van richtlijn (EU) 2019/878, niet omgezet bij het ontworpen artikel 244 van de wet van 25 april 2014.

De gemachtigde van de minister is het ermee eens dat de omzettingstabel aldus aangepast dient te worden dat daarin vermeld wordt dat die bepaling omgezet wordt bij artikel 224 van de wet van 25 april 2014.

‡LW-BAFVIEBEE-GIJGFUQ‡

Artikel 176

Ontworpen artikel 250 van de wet van 25 april 2014

In het ontworpen artikel 250, § 3, van de wet van 25 april 2014 wordt verwezen naar artikel 27, lid 7, punten a) en b), van verordening (EU) 806/2014.[3]

Die bepaling strekt tot omzetting van artikel 59, lid 1*ter*, van richtlijn 2014/59/EU, zoals dat gewijzigd is bij artikel 1, § 23), c), van richtlijn (EU) 2019/879. In die bepaling wordt echter niet verwezen naar artikel 27, lid 7, a) en b), van verordening (EU) 806/2014 en *littera* b) blijkt niet samen te vallen met artikel 37, lid 10, van richtlijn 2014/59/EU.

Naar aanleiding van een vraag in dat verband heeft de gemachtigde van de minister toegegeven dat de verwijzing naar de drempel bedoeld in artikel 27, lid 7, b), van verordening (EU) 806/2014 niet relevant lijkt en geschrapt zal moeten worden.

Het dispositief moet in die zin gecorrigeerd worden.

Artikel 178

Ontworpen artikel 252 van de wet van 25 april 2014

Het ontworpen artikel 252, 3°, van de wet van 25 april 2014 strekt tot omzetting van artikel 60, lid 1, d), van richtlijn 2014/59/EU, zoals dat gewijzigd is bij artikel 1, lid 24), b), van richtlijn (EU) 2019/879/EU, luidens hetwelk:

> "d) de hoofdsom van de in artikel 59, lid 1*bis*, bedoelde in aanmerking komende passiva wordt afgeschreven of omgezet in tier 1-kernkapitaalinstrumenten, *of beide*, voor zover dat nodig is om de in artikel 31 opgenomen afwikkelingsdoelstellingen te verwezenlijken of tot de volledige omvang van de relevante in aanmerking komende passiva, *indien die lager is*" (eigen cursivering).

De passages die hierboven cursief weergegeven worden, worden niet omgezet bij het ontworpen artikel 252 van de wet van 25 april 2014.

Naar aanleiding van een vraag in dat verband heeft de gemachtigde van de minister het volgende geantwoord:

> "Les passages soulignés étant des truismes, les auteurs du projet n'ont pas jugé utile de les reprendre. La conjonction 'ou' étant en effet par défaut inclusive, il n'a pas semblé utile de reprendre les termes 'ou les deux' ni de préciser 'et/ou'. De même, il est évident que la dépréciation/conversion des engagements éligibles doit avoir lieu dans la mesure requise pour atteindre les objectifs de la résolution ou dans la mesure de la capacité des engagements éligibles pertinents si cette dernière ne permet pas d'atteindre les objectifs."

[3] Verordening (EU) 806/2014 van het Europees Parlement en de Raad van 15 juli 2014 'tot vaststelling van eenvormige regels en een eenvormige procedure voor de afwikkeling van kredietinstellingen en bepaalde beleggingsondernemingen in het kader van een gemeenschappelijk afwikkelingsmechanisme en een gemeenschappelijk afwikkelingsfonds en tot wijziging van Verordening (EU) nr. 1093/2010'.

‡LW-BAFVIEBEE-GIJGFUQ‡

De nationale bepaling zal weliswaar in overeenstemming met de richtlijn geïnterpreteerd kunnen worden, maar het dispositief zou duidelijker zijn indien de bewoordingen van de richtlijn daarin volledig overgenomen worden.

Artikel 195

Ontworpen artikel 267/5/8 van de wet van 25 april 2014

3. Artikel 195 strekt tot omzetting van artikel 45*duodecies* van richtlijn 2014/59/EU, zoals dat ingevoegd is bij artikel 1, lid 17), van richtlijn (EU) 2019/879, waarin verwezen wordt naar de artikelen 17 en 18 van dezelfde richtlijn. Volgens de omzettingstabel die aan de afdeling Wetgeving bezorgd is, worden die laatste twee bepalingen omgezet bij de artikelen 231 en 232 en 449 en 450.

Er dient dan ook nagegaan te worden of de verwijzing naar artikel 451 relevant is.

4. In artikel 45*duodecies* van richtlijn 2014/59/EU wordt onder meer het volgende bepaald:

> "1. Elke schending van het in artikel 45*sexies* of artikel 45*septies* bedoelde minimumvereiste voor eigen vermogen en in aanmerking komende passiva wordt door de bevoegde autoriteiten aangepakt met behulp van ten minste één van het volgende:
>
> a) bevoegdheden om belemmeringen voor de afwikkelbaarheid aan te pakken of weg te nemen overeenkomstig de artikelen 17 en 18;
>
> b) in artikel 16*bis* bedoelde bevoegdheden;
>
> c) in artikel 104 van Richtlijn 2013/36/EU bedoelde maatregelen;
>
> d) vroegtijdige-interventiemaatregelen overeenkomstig artikel 27;
>
> e) administratieve sancties en andere administratieve maatregelen overeenkomstig de artikelen 110 en 111."

Teneinde ervoor te zorgen dat de maatregelen bedoeld in de *litterae* c) tot e) omgezet worden, voorziet het ontworpen artikel 267/5/8 van de wet van 25 april 2014 echter enkel in:

> "3° herstelmaatregelen overeenkomstig de artikelen 234 en 236".

De artikelen 234 en 236 lijken echter geen betrekking te hebben op alle maatregelen bedoeld in de *litterae* c) tot e) en inzonderheid niet op het bestaan van sancties.

Naar aanleiding van een vraag in dat verband heeft de gemachtigde van de minister erop gewezen dat de administratieve sancties en de andere administratieve maatregelen respectievelijk de administratieve boetes bedoeld in artikel 347 en de dwangsommen en de dwangmaatregelen bedoeld in artikel 345 zijn en stelt ze voor om in het voorontwerp een verwijzing naar die bepalingen toe te voegen.

Het voorontwerp moet in die zin aangevuld worden.

‡LW-BAFVIEBEE-GIJGFUQ‡

Artikel 201

Ontworpen artikel 267/15 van de wet van 25 april 2014

3. Het ontworpen artikel 267/15 strekt tot omzetting van artikel 55 van richtlijn 2014/59/EU, zoals dat gewijzigd is bij artikel 1, lid 21), van richtlijn (EU) 2019/879. Eén van de voorwaarden die bij dat artikel opgelegd worden is echter dat

> "de passiva (…) niet uitgesloten [zijn] op grond van artikel 44, lid 2 [dat in Belgisch recht omgezet wordt bij artikel 242, 10°, van de wet van 25 april 2014, waarin het begrip 'in aanmerking komende schulden' gedefinieerd wordt]".

In het ontworpen artikel 267/15, § 1, eerste lid, wordt echter enkel verwezen naar overeenkomsten waarbij "bail-inbare schulden worden aangegaan". Dat concept lijkt niet onder het begrip "in aanmerking komende schulden" te vallen.

Het dispositief moet dan ook herzien worden teneinde ervoor te zorgen dat de richtlijn correct omgezet wordt.

4. In de omzettingstabel en in het voorontwerp wordt niets gezegd over de omzetting van artikel 55, lid 2, zevende alinea, van richtlijn 2014/59/EU, zoals die gewijzigd is bij richtlijn (EU) 2019/879.

Die leemte dient weggewerkt te worden.

Artikel 209

Ontworpen artikel 280 van de wet van 25 april 2014

Het ontworpen artikel 280, § 7, van de wet van 25 april 2014 strekt tot omzetting van artikel 69, lid 5, van richtlijn 2014/59/EU, zoals dat gewijzigd is bij artikel 1, lid 30), b), van richtlijn (EU) 2019/879. Dat artikel heeft enkel betrekking op de bevoegdheid tot opschorting bedoeld in artikel 69 van richtlijn 2014/59/EU. Het ontworpen artikel 280, § 7, van de wet van 25 april 2014 omvat zijnerzijds niet alleen de bevoegdheid om de verplichtingen op te schorten waarin het voornoemde artikel 69 van richtlijn 2014/59/EU voorziet, maar ook de bevoegdheden waarin de artikelen 70 en 71 van diezelfde richtlijn voorzien.

Bovendien wordt in artikel 69, lid 5, van richtlijn 2014/59/EU niet gepreciseerd dat de verplichting die aan de afwikkelingsautoriteiten opgelegd wordt om ervoor te zorgen dat de deposanten toegang hebben tot een passend bedrag per dag van deze deposito's zou gelden ingeval "in het bijzonder ten aanzien van gewaarborgde deposito's" gebruikgemaakt wordt van de bevoegdheid tot opschorting van de betalings- en leveringsverplichtingen.

De steller van het voorontwerp moet dan ook nagaan of dat wel degelijk zijn bedoeling is.

‡LW-BAFVIEBEE-GIJGFUQ‡

Artikel 210

Ontworpen artikel 280/1 van de wet van 25 april 2014

Artikel 210 strekt tot omzetting van artikel 71*bis* van richtlijn 2014/59/EU, zoals dat gewijzigd is bij artikel 1, lid 33), van richtlijn (EU) 2019/879, waarin meermaals verwezen wordt naar artikel 33*bis* van de genoemde richtlijn. Die laatste bepaling wordt echter omgezet bij het ontworpen artikel 244/2 van de wet van 25 april 2014.

In artikel 280/1, § 1, § 3 en § 4, van het voorontwerp moet het getal "244/3" dan ook vervangen worden door het getal "244/2".

Artikel 212

Ontworpen artikel 287 van de wet van 25 april 2014

Artikel 212 strekt tot omzetting van artikel 68, lid 3, van richtlijn 2014/59/EU, zoals dat gewijzigd is bij richtlijn (EU) 2019/879, waarin verwezen wordt naar artikel 33*bis* van de genoemde richtlijn. Die laatste bepaling wordt echter omgezet bij het ontworpen artikel 244/2 van de wet van 25 april 2014.

In artikel 212, 1° en 2°, van het voorontwerp moeten de woorden "artikel 244/3" dan ook vervangen worden door de woorden "artikel 244/2".

Artikel 250

Ontworpen artikel 457 van de wet van 25 april 2014

De nieuwe alinea van artikel 61 van richtlijn 2014/59/EU, zoals gewijzigd bij artikel 1, lid 25), van richtlijn (EU) 2019/879, wordt door het voorontwerp niet correct omgezet. Die bepaling luidt namelijk als volgt:

> "Indien de relevante kapitaalinstrumenten of de in artikel 59, lid 1*bis*, van deze richtlijn bedoelde in aanmerking komende passiva worden erkend voor het vervullen van het in artikel 45*septies*, lid 1, van deze richtlijn bedoelde vereiste, is de autoriteit die verantwoordelijk is voor het doen van de in artikel 59, lid 3, van deze richtlijn bedoelde vaststelling de geëigende autoriteit van de lidstaat waar overeenkomstig titel III van Richtlijn 2013/36/EU aan de instelling of de entiteit als bedoeld in artikel 1, lid 1, punt b), c) of d), van deze richtlijn, een vergunning is verleend".

Anders dan wat in de omzettingstabel wordt aangegeven, beantwoordt het ontworpen artikel 457, § 4, van de wet van 25 april 2014 niet precies aan die hypothese, aangezien het als volgt luidt:

> "Indien de relevante kapitaalinstrumenten overeenkomstig artikel 92 van Verordening nr. 575/2013 voor het vervullen van de eigenvermogensvereisten op individuele basis zijn erkend, is de autoriteit die verantwoordelijk is voor het doen van de in artikel 250, § 4 bedoelde vaststelling de geëigende autoriteit van de lidstaat waar overeenkomstig Titel III van Richtlijn 2013/36/EU aan de instelling of de entiteit bedoeld in artikel 424, 2° tot en met 4° vergunning is verleend.

‡LW-BAFVIEBEE-GIJGFUQ‡

Indien de relevante kapitaalinstrumenten of de in artikel 250, § 2 bedoelde in aanmerking komende passiva worden erkend voor het vervullen van het in artikel 267/5/4, § 1 bedoelde vereiste, is de autoriteit die verantwoordelijk is voor het doen van de in artikel 250, § 4 bedoelde vaststelling de geëigende autoriteit van de lidstaat waar overeenkomstig titel III van Richtlijn 2013/36/EU aan de instelling of de entiteit bedoeld in 424, 2° tot en met 4°, een vergunning is verleend".

Naar aanleiding van een vraag daarover heeft de gemachtigde van de minister opgemerkt dat het eerste lid van paragraaf 4 per vergissing is opgenomen en moet worden weggelaten.

Het dispositief moet in die zin worden herzien zodat artikel 61, lid 3, tweede alinea, van richtlijn 2014/59/EU correct wordt omgezet.

Artikel 251

Ontworpen artikel 458 van de wet van 25 april 2014

Het nieuwe artikel 62, lid 1, b), van richtlijn 2014/59/EU, zoals het is gewijzigd bij artikel 1, lid 26), a), van richtlijn (EU) 2019/879, luidt als volgt:

"indien wordt overwogen een in artikel 59, lid 3, punt c), bedoelde vaststelling te doen, stelt de geëigende autoriteit de bevoegde autoriteit die verantwoordelijk is voor elke instelling of entiteit als bedoeld in artikel 1, lid 1, punt b), c) of d), die de relevante kapitaalinstrumenten heeft uitgegeven ten aanzien waarvan de afschrijvings- of omzettingsbevoegdheden moeten worden uitgeoefend indien de vaststelling in kwestie zou worden gedaan, onverwijld daarvan in kennis, alsook, indien verschillend, de geëigende autoriteiten in de lidstaten waar deze bevoegde autoriteiten en de consoliderende toezichthouder zich bevinden".

Het ontworpen artikel 458 van de wet van 25 april 2014 zet die bepaling niet om.

Het dispositief moet worden herzien zodat die leemte wordt aangevuld.

Artikel 254

Ontworpen artikel 460 van de wet van 25 april 2014

Het ontworpen artikel 460 van de wet van 25 april 2014 strekt in het bijzonder tot omzetting van artikel 45*nonies*, lid 2, van richtlijn 2014/59/EU zoals dat is ingevoegd bij artikel 1, lid 17), van richtlijn (EU) 2019/879, dat als volgt luidt:

"2. Indien twee of meer MSI-entiteiten die tot dezelfde MSI behoren af te wikkelen entiteiten zijn, bespreken de in lid 1 bedoelde afwikkelingsautoriteiten en, indien passend en in overeenstemming met de afwikkelingsstrategie van de MSI's, maken ze afspraken over de toepassing van artikel 72*sexies* van Verordening (EU) nr. 575/2013 en een eventuele aanpassing om het verschil tussen de som van de in artikel 45 *quinquies*, lid 4, punt a), en artikel 12 van Verordening (EU) nr. 575/2013 bedoelde bedragen voor individuele af te wikkelen entiteiten en de som van de in artikel 45*quinquies*, lid 4, punt b), en artikel 12 van Verordening (EU) nr. 575/2013 bedoelde bedragen tot een minimum te beperken of te elimineren".

‡LW-BAFVIEBEE-GIJGFUQ‡

Het ontworpen artikel 460, § 3, eerste lid, refereert zijnerzijds aan artikel 12*bis* van verordening 575/2013, wat niet beantwoordt aan wat in artikel 45*nonies*, lid 2, van richtlijn 2014/59/EU wordt voorgeschreven.

Het dispositief moet worden herzien zodat die vergissing wordt rechtgezet.

Artikelen 257 en 258

Ontworpen artikelen 468 en 470 van de wet van 25 april 2014

Artikel 257, 1°, strekt tot omzetting van artikel 88, lid 1, van richtlijn 2014/59/EU zoals dat is gewijzigd bij artikel 1, lid 34), a), van richtlijn (EU) 2019/879, dat als volgt luidt:

> "Onverminderd artikel 89 richten afwikkelingsautoriteiten op groepsniveau afwikkelingscolleges op om de in de artikelen 12, 13, 16, 18, 45 tot en met 45*nonies*, 91 en 92 bedoelde taken uit te voeren en, in voorkomend geval, de samenwerking en coördinatie met afwikkelingsautoriteiten van derde landen te verzekeren".

Artikel 468 refereert echter niet aan alle bepalingen van Belgisch recht houdende omzetting van de artikelen 45 tot 45*nonies* van richtlijn 2014/59/EU betreffende de afwikkeling van groepen, te weten de artikelen 459 tot 462. De gemachtigde van de minister is het ermee eens dat een verwijzing naar de artikelen 461 en 462 moet worden toegevoegd.

Een gelijkaardige opmerking geldt voor het ontworpen artikel 470 van de wet van 25 april 2014, dat derhalve eveneens moet worden gewijzigd.

Artikelen 270 tot 298

Ontworpen bijlagen van de wet van 25 april 2014

De woorden "van deze Bijlage" moeten worden weggelaten.

Artikel 310

Door de verwijzing naar artikel 315, eerste lid, van het voorontwerp, laat artikel 310, eerste lid, *in fine*, aan de betrokken beursvennootschappen die op 24 december 2019 voldoen aan de voorwaarden vermeld in artikel 1, § 3, eerste lid, 2°, van de wet van 25 april 2014 (in de versie die uit artikel 17 van het voorliggende voorontwerp voortvloeit), vanaf de inwerkingtreding van de wet geen enkele termijn om hun vergunningsaanvraag in te dienen overeenkomstig artikel 8 van dezelfde wet van 25 april 2014.

Die bepaling moet zo worden geformuleerd dat de betrokken vennootschappen vanaf de inwerkingtreding van de ontworpen wet een redelijke termijn krijgen om die vergunningsaanvraag in te dienen, en dat ze hun activiteit kunnen blijven uitoefenen totdat uitspraak is gedaan over hun vergunningsaanvraag.

‡LW-BAFVIEBEE-GIJGFUQ‡

Naar het voorbeeld van wat de artikelen 310, tweede lid, en 312 bepalen voor de aldaar beoogde situaties, moet het voorontwerp dan ook de juridische regeling vaststellen die tijdelijk, tussen de inwerkingtreding van de wet en de beslissing tot toekenning of weigering van de vergunning, op die vennootschappen van toepassing is. In dat verband rijst de vraag of in artikel 310, tweede lid, niet dient te worden gerefereerd aan het eerste lid in plaats van aan het tweede lid van artikel 315 van het voorontwerp, zodat in de periode tussen de inwerkingtreding van de wet en de beslissing tot toekenning of weigering van de vergunning de regeling die in artikel 310, tweede lid, in het vooruitzicht wordt gesteld, van toepassing zou zijn op de beursvennootschappen die op 24 december 2019 voldoen aan de voorwaarden vermeld in artikel 1, § 3, eerste lid, 2°, van de wet van 25 april 2014 (in de versie die uit artikel 17 van het voorliggende voorontwerp voortvloeit), met dien verstande dat de beursvennootschappen in kwestie zouden moeten worden geacht geen vergunning te hebben indien ze op de datum die voor de indiening van een vergunningsaanvraag is vastgesteld, geen aanvraag hebben ingediend. De rechtszekerheid vereist ook dat wordt bepaald dat de vennootschappen die binnen de voorziene termijn een vergunning hebben aangevraagd, hun activiteit kunnen blijven uitoefenen op basis van hun vroegere vergunning als beursvennootschap, totdat over hun aanvraag om een vergunning als kredietinstelling is beslist.

Artikel 313

Ingeval de ontworpen wet slechts kort voor 28 juni 2021 of *a fortiori* indien hij slechts op of na die datum zou worden bekendgemaakt, moet het eerste lid worden geherformuleerd zodat de betrokken vennootschappen vanaf de inwerkingtreding van de ontworpen wet een redelijke termijn krijgen om de goedkeurings- of vrijstellingsaanvraag in te dienen waarvan dat artikel melding maakt.

Artikel 315

1. Met het eerste lid wordt afgeweken van de gangbare termijn van inwerkingtreding voor wetteksten die luidens artikel 4 van de wet van 31 mei 1961 'betreffende het gebruik der talen in wetgevingszaken, het opmaken, bekendmaken en inwerkingtreden van wetten en verordeningen' tien dagen bedraagt.

Tenzij er daartoe een bijzondere reden bestaat, dient te worden afgezien van een onmiddellijke inwerkingtreding, teneinde eenieder een redelijke termijn toe te kennen om kennis te nemen van de nieuwe regels.

‡LW-BAFVIEBEE-GIJGFUQ‡

2. Omwille van de rechtszekerheid dient het tweede lid aldus te worden aangepast dat de Koning ertoe gemachtigd wordt de datum van inwerkingtreding van de daarin vermelde artikelen vast te stellen rekening houdend met de datum waarop de wet "tot omzetting van [r]ichtlijn (EU) 2019/2034 van het Europees Parlement en de Raad van 27 november 2019 betreffende het prudentiële toezicht op beleggingsondernemingen en tot wijziging van [r]ichtlijnen 2002/87/EG, 2009/65/EG, 2011/61/EU, 2013/36/EU, 2014/59/EU en 2014/65/EU" in werking zal treden.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Béatrice DRAPIER Pierre VANDERNOOT

‡LW-BAFVIEBEE-GIJGFUQ‡